



Conseil de sécurité

Soixante-treizième année

8162^e séance

Vendredi 19 janvier 2018, à 10 heures
New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Abdrakhmanov	(Kazakhstan)
<i>Membres :</i>	Bolivie (État plurinational de)	M. Llorentty Solíz
	Chine	M. Wu Haitao
	Côte d'Ivoire	M. Tanoh-Boutchoue
	États-Unis d'Amérique	M. Sullivan
	Éthiopie	M. Alemu
	Fédération de Russie	M. Lavrov
	France	M. Delattre
	Guinée équatoriale	M. Mituy Edjang
	Koweït	M. Al Sabah
	Pays-Bas	M. Haspels
	Pérou	M. Meza-Cuadra
	Pologne	M. Czaputowicz
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Field
	Suède	M. Skoog

Ordre du jour

Maintien de la paix et de la sécurité internationales

Établissement, en Afghanistan et en Asie Central, d'un partenariat régional de référence faisant le lien entre sécurité et développement

Lettre datée du 2 janvier 2018, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Kazakhstan auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2018/7)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 15.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Maintien de la paix et de la sécurité internationales

Établissement, en Afghanistan et en Asie centrale, d'un partenariat régional de référence faisant le lien entre sécurité et développement

Lettre datée du 2 janvier 2018, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Kazakhstan auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2018/7)

Le Président (*parle en anglais*) : Je tiens à souhaiter une chaleureuse bienvenue au Secrétaire général, aux Ministres et aux autres représentants éminents qui sont présents dans la salle du Conseil de sécurité. Leur présence souligne l'importance du sujet dont nous allons débattre aujourd'hui.

Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants des pays suivants à participer à la présente séance : Afghanistan, Allemagne, Belgique, Inde, Italie, Japon, Kirghizistan, Ouzbékistan, Pakistan, République islamique d'Iran, Tadjikistan, Turkménistan et Turquie.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite S. E. M^{me} Joanne Adamson, Cheffe adjointe de la Délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2018/7, qui contient le texte d'une lettre datée du 2 janvier 2018, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Kazakhstan auprès de l'Organisation des Nations Unies et transmettant une note de cadrage sur la question à l'examen.

Le Conseil est saisi du texte d'une déclaration faite en son nom par le Président du Conseil sur le sujet de la séance d'aujourd'hui. Je remercie les membres du Conseil pour les précieuses contributions apportées à cette déclaration. Conformément à l'accord auquel ils sont parvenus, je considérerai que les membres du Conseil de sécurité souscrivent à cette déclaration, qui sera publiée en tant que document du Conseil de sécurité sous la cote S/PRST/2018/2.

Je donne maintenant la parole à S. E. le Secrétaire général, M. António Guterres.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : Je me félicite du présent débat, convoqué par le Kazakhstan, en tant que signe d'une coopération renforcée entre les États Membres de l'Asie centrale et l'Afghanistan. Je me félicite également de l'appui continu du Conseil de sécurité à l'Afghanistan, comme le démontre la mission récente que ses membres ont effectué dans ce pays. Toute la communauté internationale a intérêt à ce que la paix, la stabilité et le développement s'instaurent en Afghanistan, et les pays d'Asie centrale ont un rôle particulièrement important à jouer.

Le développement durable est un objectif fondamental en soi, car il permet aux personnes, aux communautés et aux sociétés de prospérer et de s'épanouir. Mais le développement durable et inclusif est aussi un facteur important pour prévenir les conflits ou y mettre fin et pour pérenniser la paix. Ce n'est qu'en nous attaquant aux causes profondes des crises, notamment les inégalités, l'exclusion et la discrimination, que nous construirons des sociétés pacifiques à même de résister au terrorisme et à l'extrémisme violent.

Le système des Nations Unies pour le développement est mobilisé pour aider les gouvernements de toute la région à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à investir dans la croissance économique durable, notamment en donnant davantage de possibilités aux jeunes, aux femmes et aux filles. L'éducation, la formation professionnelle et les emplois doivent être une priorité absolue dans la coopération nationale et régionale au service du développement.

L'Asie centrale a fait des progrès notables en matière de développement durable au cours des décennies récentes. Au Tadjikistan, par exemple, le taux de pauvreté a été réduit de moitié, passant de 81 % en 2003 à 31 % en 2015. Mais les pays de cette région ne pourront jamais réaliser seuls leur plein potentiel. Ce sont tous des pays sans littoral et nombre d'entre eux se sont développés, des décennies durant, en tant qu'éléments économiquement interdépendants d'un ensemble plus large. La croissance, la création d'emplois et la prospérité y sont tributaires d'une accélération de la coopération économique et de l'intégration. La géographie et l'histoire communes des pays d'Asie centrale et de l'Afghanistan, ainsi que leur liens culturels solides, recèlent un immense potentiel en termes de projets conjoints, de commerce et d'échanges mutuellement bénéfiques.

Malgré les siècles pendant lesquels la Route de la soie était un des itinéraires commerciaux les plus importants du monde, le commerce entre les pays d'Asie centrale est tombé à de faibles niveaux depuis leur accession à l'indépendance il y a près de 30 ans. Les possibilités de commerce intrarégional sont importantes, et même de modestes améliorations peuvent se solder par des avantages substantiels pour toutes les populations de la région. Je suis encouragé par les signes d'amélioration observés récemment. Durant la visite que j'ai effectuée en Afghanistan, au Kazakhstan, au Kirghizistan, au Tadjikistan, au Turkménistan et en Ouzbékistan en juin dernier, j'ai été encouragé par les nouvelles connexions bilatérales et régionales et l'amélioration des dynamiques régionales.

Premièrement, de nouveaux efforts ont vu le jour en vue d'améliorer la gestion des ressources hydriques qui sont essentielles au développement économique dans la région. Ces ressources sont mises à l'épreuve comme jamais auparavant. Comme je l'ai observé durant ma visite, près de 30 % des glaciers spectaculaires du Tadjikistan ont fondu rien qu'au cours des 10 dernières années. La mer d'Aral offre un terrible avertissement des conséquences d'une mauvaise gestion. Ces catastrophes écologiques doivent servir d'exemples pour renforcer la coopération et l'action. Les Gouvernements d'Asie centrale ont récemment commencé à intensifier leur coopération en matière de gestion des ressources hydriques en créant des commissions et des accords bilatéraux à cet effet. Ces évolutions comportent des enseignements importants pour l'Afghanistan, où l'agriculture et l'élevage tributaires des ressources en eau représentent près de la moitié de l'économie. L'ONU promeut la médiation et le dialogue par l'intermédiaire du Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale. Le Centre est prêt à contribuer à la modernisation du cadre juridique régional pour la gestion des ressources hydriques transfrontières, et il intègre l'Afghanistan aux efforts visant à renforcer les capacités en matière d'hydrodiplomatie. La mise en place d'approches conjointes en matière de gestion des ressources hydriques communes, notamment des mécanismes de règlement des différends, renforce la confiance dans le cadre des relations bilatérales et multilatérales. Cela peut permettre d'augmenter les investissements et la prospérité au bénéfice de tous.

Deuxièmement, j'ai été encouragé par les évolutions positives en matière de coopération énergétique, qui est essentielle à la promotion du développement et de la sécurité. Plusieurs initiatives

transfrontières sont prévues, ou en cours, notamment le projet de production électrique en Asie centrale et en Asie du Sud, un gazoduc qui reliera le Turkménistan à l'Inde via l'Afghanistan et le Pakistan, et une nouvelle ligne d'alimentation électrique qui reliera l'Ouzbékistan à l'Afghanistan. La famille des Nations Unies se tient prête à appuyer ces initiatives et d'autres initiatives qui pourraient attirer des investisseurs et permettre à la région de prospérer.

Troisièmement, le développement du commerce est une condition préalable à la croissance, au développement durable et au renforcement de la résilience face aux chocs économiques extérieurs. Les contacts personnels développés grâce au commerce peuvent également contribuer à faire tomber des barrières officieuses et à renforcer la confiance. Nous devons faire fond sur les initiatives de la société civile dans ce domaine pour rapprocher les communautés par-delà les frontières, notamment les groupes de femmes qui arbitrent des conflits locaux et développent des projets d'infrastructures conjoints.

Dans ce contexte, je tiens à souligner le programme ambitieux mis en place par le Kazakhstan à l'intention des étudiants afghans. Plus de 500 étudiants afghans ont obtenu des diplômes dans des universités ou des établissements techniques kazakhs au cours des dernières années, et près de 500 autres sont en train d'achever leurs études. Le Kazakhstan a mobilisé 50 millions de dollars pour appuyer cette initiative. L'Ouzbékistan suit le même chemin. Les pays d'Asie centrale voisins de l'Afghanistan sont en train d'améliorer leurs infrastructures transfrontières, et l'Ouzbékistan a lancé un vol direct entre Tachkent et Kaboul l'année dernière. Plusieurs projets de construction de chemins de fer et de lignes d'alimentation électrique ont permis de créer des connexions physiques entre l'Afghanistan et ses voisins septentrionaux, notamment le chemin de fer lapis-lazuli, qui relie le Turkménistan à l'Afghanistan. Ces projets ont un énorme potentiel en termes de transformation économique.

Les problèmes de sécurité continuent d'avoir une incidence profonde sur le débat concernant l'Afghanistan et l'Asie centrale. La lutte du Gouvernement afghan contre l'extrémisme violent, le terrorisme et la criminalité transnationale organisée a des répercussions pour l'ensemble de la région et pour le monde. La lutte contre ces menaces ne peut être considérée comme relevant exclusivement de la responsabilité du Gouvernement afghan. L'efficacité de la lutte contre le terrorisme est

tributaire d'une coopération régionale et multilatérale fermement ancrée sur les droits de l'homme. Les cinq pays d'Asie centrale ont achevé la deuxième phase du plan d'action conjoint pour la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies adoptée en 2011. J'ai eu l'honneur d'organiser le dialogue de haut niveau sur la Stratégie durant ma visite en juin.

Le plan régional réunit les pays d'Asie centrale pour partager leurs meilleures pratiques et les enseignements retenus, reflétant ainsi la détermination commune des cinq pays à combattre et vaincre le terrorisme avec l'appui de l'ONU. La coopération régionale offre la possibilité d'examiner les préoccupations communes, notamment la lutte contre le financement du terrorisme, l'amélioration de la sécurité aux frontières, la promotion du dialogue avec les institutions et les chefs religieux, et la lutte contre la traite des personnes et la contrebande de drogue. La prochaine réunion du Processus de Kaboul pour la coopération en faveur de la paix et de la sécurité sera l'occasion pour le Gouvernement afghan d'exposer sa vision en faveur d'un processus de paix et de sécurité mieux structuré et coordonné avec les initiatives régionales, notamment les efforts régionaux de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. L'ONU se tient prête à appuyer ces efforts.

Le renforcement de la collaboration et des investissements régionaux pourrait permettre à l'Asie centrale et à l'Afghanistan de devenir des symboles de dialogue, de paix et de promotion des contacts entre cultures, religions et civilisations. Le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan coopèrent étroitement et continuent de rechercher de nouveaux moyens de renforcer leur appui. L'ensemble de la famille des Nations Unies se tient prête à contribuer au renforcement de la coopération et de l'intégration entre les pays d'Asie centrale et l'Afghanistan en vue de réaliser la paix, le développement durable, la stabilité et la sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de son exposé.

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de Ministre des affaires étrangères du Kazakhstan.

Je tiens en premier lieu à remercier sincèrement le Secrétaire général, M. Guterres, ainsi que mes collègues afghans, kirghizes, tadjiks et ouzbeks et les autres

participants de haut niveau à cette séance extrêmement importante.

Le Kazakhstan, qui représente l'Asie centrale au Conseil de sécurité pour la première fois de l'histoire de l'ONU, est honoré de parrainer le présent débat sur l'établissement, en Afghanistan et en Asie centrale, d'un partenariat régional de référence faisant le lien entre sécurité et développement. C'est la vision que S. E. M. Nursultan Nazarbayev, Président du Kazakhstan, a proposée dans sa déclaration de politique générale, que j'ai présentée au Conseil de sécurité l'année dernière (voir S/PV.7857) : élaborer un modèle régional de paix, de sécurité et de coopération en Asie centrale; transformer cette région enclavée en une région désenclavée en la connectant aux régions voisines grâce au commerce, au transit, aux transports et aux échanges énergétiques; et veiller à ce que la stabilité en Afghanistan contribue à la prospérité de la région tout entière, qui deviendra alors sûre et de plus en plus prospère. Un proverbe kazakh exprime ce sentiment succinctement : « Le cœur du bonheur se retrouve dans l'unité ».

En tant que Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011) et du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées, et en tant que Président du Conseil de sécurité pour le présent mois, le Kazakhstan est déterminé à souligner l'importance d'un processus de paix et de réconciliation sans exclusive dirigé et pris en mains par les Afghans. Notre représentant permanent, M. Kairat Umarov, a dirigé une visite du Conseil de sécurité à Kaboul la semaine dernière, durant laquelle les membres du Conseil ont rencontré le Président Ghani et un certain nombre de responsables. Ils ont été mis au courant des plans concernant le processus de paix et ont souligné la nécessité d'organiser des élections parlementaires crédibles et ouvertes à tous en 2018 ainsi qu'une élection présidentielle en 2019.

Le Kazakhstan a également à cœur de mobiliser l'appui international pour la paix et la stabilité en Afghanistan. Nous reconnaissons les efforts internationaux en cours à cet égard, notamment la nouvelle stratégie des États-Unis pour l'Afghanistan et l'Asie du Sud, les consultations sur l'Afghanistan selon la formule de Moscou et l'initiative « Une Ceinture et une Route » de la Chine, qui contribueront incontestablement à la réalisation des objectifs de développement durable dans la région. En tant que pays situé dans la région qui entoure l'Afghanistan, nous avons un intérêt direct et

légitime à lutter contre les menaces communes, à relever les défis et à récolter les fruits de ces efforts.

Nous reconnaissons que la stabilisation et la reconstruction en Afghanistan offriront également aux pays d'Asie centrale la possibilité de coordonner leurs efforts et de relancer la coopération régionale. Le Kazakhstan, qui a toujours appuyé les processus d'intégration en Asie centrale, est très encouragé par les efforts croissants visant à promouvoir la confiance et la compréhension mutuelles dans la région. Les Ministres des affaires étrangères des pays d'Asie centrale ont organisé un certain nombre de réunions à cinq en 2016 et 2017 – dont la dernière a eu lieu hier soir – qui ont abouti à l'adoption de la toute première déclaration ministérielle conjointe et d'un programme commun de coopération pour la période 2018-2019 en novembre 2017 à Samarkand. Il se pourrait qu'à l'avenir, l'Afghanistan rejoigne cette plateforme de dialogue.

Nous espérons que le renforcement du dialogue et de la connectivité contribuera à régler les problèmes communs et à relever les défis divers. Un de ces problèmes englobe l'intensification des activités des groupes terroristes, en particulier l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech) dans le nord de l'Afghanistan, et le retour potentiel des combattants terroristes étrangers dans leurs pays d'origine, notamment en Asie centrale. Nous sommes également préoccupés par la menace que pose la production de stupéfiants en Afghanistan et nous reconnaissons l'importance que revêt une coordination étroite entre l'Afghanistan et les États d'Asie centrale en vue de lutter contre la culture, la production, le commerce et le trafic de drogue en Afghanistan. Nous comptons resserrer notre coopération avec l'Afghanistan par l'entremise des institutions qui sont chargées de ce problème, notamment l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et le Centre régional d'information et de coordination pour l'Asie centrale.

Toutefois, ce serait une erreur de considérer l'Afghanistan uniquement comme une source d'insécurité et d'instabilité. Grâce à son immense potentiel, sa situation géographique avantageuse et son capital humain considérable, l'Afghanistan peut et doit également être considéré comme un partenaire solide pour des projets économiques conjoints. Nous nous associons donc à nos voisins d'Asie centrale pour exprimer notre intérêt légitime à intensifier nos efforts conjoints à l'appui de la paix, de la sécurité et du développement en Afghanistan, tout en appelant

les puissances mondiales à contribuer à faire de notre région une zone de coopération régionale.

La visite effectuée par le Conseil en Afghanistan la semaine dernière a permis de mettre le doigt sur un certain nombre de problèmes de sécurité et de proposer des solutions au moyen d'investissements bilatéraux et multilatéraux à grande échelle en Afghanistan, non seulement pour promouvoir la croissance et l'intégration dans les processus économiques mondiaux, mais aussi en tant qu'investissement dans la paix. Des informations supplémentaires sur les résultats de cette mission ont été présentées au Conseil de sécurité il y a deux jours par le Représentant permanent du Kazakhstan, qui a dirigé cette mission, à l'occasion d'une séance d'information spéciale.

Des conditions géographiques analogues, la complémentarité économique et les liens culturels entre les peuples de l'Asie centrale et de l'Afghanistan sont des facteurs qui facilitent la coopération. Néanmoins, nous sommes convaincus que la stabilité et la prospérité à long terme dans la région, comme dans toute autre région, doivent se fonder également sur les principes d'une approche intégrée reposant sur les trois piliers suivants.

Le premier pilier est la reconnaissance et le renforcement du lien qui existe entre sécurité et développement. Cela signifie que les investissements dans le commerce, les routes de transit, le transport et le développement des infrastructures doivent également être considérés comme des facteurs de stabilisation. À cet égard, nous sommes convaincus que les projets menés par les pays de l'Asie centrale avec l'Afghanistan, tels que le projet gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde, le Projet pour le commerce et l'approvisionnement en électricité en Asie centrale et en Asie du Sud et d'autres projets ferroviaires et routiers prévus, non seulement permettront de faciliter la connectivité entre les pays d'Asie centrale mais contribueront également à la stabilité en Afghanistan, à la création d'emplois et au développement d'infrastructures dans la région. Ces projets permettront de rapprocher les pays concernés et d'apaiser les tensions potentielles.

Le deuxième pilier est une approche régionale. La coopération régionale est un impératif, car les menaces actuelles ne connaissent pas de frontières, ont un caractère transnational et sont communes à tous nos pays et par conséquent appellent une approche et des solutions communes. Nos efforts conjoints pour lutter contre le terrorisme sont un bon exemple à cet égard. L'Asie centrale a été la première région à élaborer un

plan d'action conjoint pour mettre en œuvre la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies en 2011. Jusqu'à présent, le Kazakhstan a alloué 300 000 de dollars à la mise en œuvre de ce plan d'action conjoint. Nous espérons renforcer la coopération avec l'Afghanistan grâce à ce plan d'action conjoint, notamment en matière de sécurité des frontières, de partage de données, de coopération dans la lutte contre le financement du terrorisme, etc.

Nous nous employons également à mettre en œuvre une solution intégrée pour la gestion des ressources hydriques et en énergétiques communes en Asie centrale. Nous sommes conscients que nous devons intensifier la coopération en matière de partage de l'eau avec l'Afghanistan à cet égard. Nous appelons à la rationalisation des efforts déployés par les nombreuses organisations régionales opérant en Asie centrale et en Afghanistan et par les différents cadres régionaux, tels que la Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan, le Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale et le Programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale, pour ne citer que ceux-là. Ces institutions peuvent contribuer à la promotion des objectifs de développement durable au niveau régional. Nous voudrions par ailleurs féliciter la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, qui coopèrent étroitement pour faciliter la coopération bilatérale et multilatérale des États de l'Asie centrale avec l'Afghanistan.

Le troisième pilier d'une stratégie efficace est la mise en œuvre d'une approche coordonnée et transparente par les organismes des Nations Unies. Il faut mener des opérations rationalisées dans le cadre d'une approche « Unité d'action des Nations Unies », étant donné que l'aide au développement diminue rapidement. Nous réaffirmons qu'il importe d'optimiser l'efficacité et l'efficacité de l'action de l'ONU en Afghanistan et en Asie centrale, notamment en renforçant la coordination au sein du système des Nations Unies.

Nous appelons également la communauté des donateurs à accroître ses contributions à la paix et au développement en Afghanistan et dans les pays voisins et à améliorer les résultats et le principe de responsabilité en ce qui concerne l'aide publique au développement. Le Kazakhstan est en train de mettre en place un centre régional des Nations Unies à Almaty, afin de contribuer à un appui coordonné à la mise en œuvre des objectifs de

développement durable dans les pays de la région. Nous estimons que cette démarche selon trois piliers – le développement économique, la coopération régionale et la coordination internationale – peut servir de base à un modèle de paix et de développement au niveau régional.

En guise de conclusion, je voudrais réaffirmer que nous sommes fermement convaincus que les pays de l'Asie centrale et l'Afghanistan ont tous les atouts nécessaires pour devenir une région stable et prospère qui joue un rôle important dans l'instauration de la paix et de la sécurité mondiales.

Je souhaite au Conseil un débat très fructueux aujourd'hui.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne la parole au Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères du Koweït.

M. Al Sabah (Koweït) (*parle en arabe*): Je voudrais tout d'abord remercier le Ministre kazakh des affaires étrangères, M. Kairat Abdrakhmanov, d'avoir convoqué le débat d'aujourd'hui, qui démontre l'importance qu'il y a à établir des partenariats régionaux et sous-régionaux efficaces pour renforcer la sécurité et le développement. Le débat d'aujourd'hui fait écho aux dispositions du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, qui souligne le rôle important que jouent les organismes régionaux et sous-régionaux pour régler les conflits par des moyens pacifiques et diplomatiques. Je remercie en outre la délégation kazakhe pour la note de cadrage (S/2018/7, annexe), qui met l'accent sur l'importance de partenariats efficaces pour rétablir le développement et la sécurité en Afghanistan, et ce faisant, renforcer la sécurité en Asie centrale et dans le monde entier. Je saisis enfin cette occasion pour remercier le Secrétaire général, M. António Guterres, de l'exposé très éclairant qu'il a présenté en début de séance.

La tenue de la séance d'aujourd'hui, sous la présidence du Kazakhstan, un pays ami, atteste de l'importance que les pays de l'Asie centrale attachent à la normalisation de la situation en Afghanistan et au rétablissement de la stabilité et de la sécurité. Elle met en relief les efforts déployés pour élaborer un plan de développement politique et économique intégré et à long terme pour l'Afghanistan, qui associe les pays voisins. Dans ce contexte régional complexe, nous sommes convaincus que la coopération avec les pays voisins est essentielle pour renforcer la stabilité et la prospérité et contribuera à l'instauration d'une paix pérenne.

Mon gouvernement se félicite de la visite que Conseil de sécurité a effectuée il y a quelques jours en Afghanistan sous la présidence kazakhe. Cette visite atteste de l'appui et de l'intérêt que le Conseil de sécurité accorde au Gouvernement et au peuple afghans dans le contexte des efforts déployés par le Gouvernement et la communauté internationale en faveur de la stabilité, de la sécurité, de la reconstruction, de la démocratie et de la normalisation de la situation dans ce pays et pour faire en sorte que celui-ci retrouve la place qui est la sienne au sein de la communauté des nations.

Le Koweït salue également le rôle fondamental que joue la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). À cet égard, nous saluons le rôle important que joue le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, M. Tadamichi Yamamoto, ainsi que les efforts déployés par tous les autres membres du personnel des Nations Unies qui sont à pied d'œuvre sur le terrain dans un environnement extrêmement dangereux. À cet égard, nous voudrions indiquer que le Koweït accueille le Bureau d'appui à la MANUA depuis septembre 2010. Nous entendons continuer à coopérer avec lui pour l'aider à surmonter les difficultés qu'il pourrait rencontrer et nous sommes prêts à lui accorder toute l'assistance nécessaire. L'État du Koweït souligne qu'il importe de renforcer les partenariats régionaux, ainsi que le rôle de tous les organismes des Nations Unies en vue du rétablissement de la paix et de la sécurité en Afghanistan. Mon pays salue toutes les initiatives internationales et régionales qui appuient ces efforts, conformément à la résolution 2344 (2017).

Le Koweït voudrait exprimer son appui continu à l'appel lancé par le Secrétaire général à s'employer à prévenir les menaces en Afghanistan et en Asie centrale, et à veiller à ce que les Nations Unies donnent à la prévention et au règlement des conflits une place centrale dans les activités qu'elles mènent dans la région, tout en soulignant l'importance de la diplomatie préventive, notamment à travers les dialogues constructifs avec les États Membres, pour assurer la stabilité, la sécurité et le développement à long terme.

En ce qui concerne l'importance de la diplomatie préventive et de la coopération régionale, il est important de noter le rôle joué par le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, qui est un exemple de l'engagement politique et des efforts de prévention de la part de l'Organisation des Nations

Unies pour aider ses États Membres. Nous encourageons l'Afghanistan à coopérer avec le Centre.

L'Afghanistan connaît depuis quatre décennies une situation politique et des conditions de sécurité instables et difficiles, qui ont des conséquences négatives pour la situation économique et humanitaire ainsi que pour la paix et la sécurité régionales et internationales. C'est pourquoi il importe d'unir les efforts de la communauté internationale pour relever ces défis complexes. La détérioration de la situation sécuritaire dans le pays a ralenti la croissance économique et entravé la réalisation de progrès dans le processus politique. Nous notons que les élections législatives prévues en juillet 2018 et l'élection présidentielle prévue en 2019 ont été repoussées, alors que nous espérons qu'elles auraient lieu selon le calendrier fixé.

La détérioration de la situation sécuritaire dans le pays a également aggravé la situation humanitaire en Afghanistan. Le nombre de civils nécessitant une aide humanitaire d'urgence a atteint les 3,3 millions de personnes. Des millions d'Afghans sont désormais déplacés ou réfugiés. L'aggravation de la situation sur le plan de la sécurité s'est également traduite par une augmentation du taux de chômage, qui atteint 25 %, tandis que 40 % de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Nous voudrions exprimer notre préoccupation au sujet des menaces continues à la sécurité et à la stabilité en Afghanistan en raison de la présence de terroristes et de groupes extrémistes tels que les Taliban, le Réseau Haqqani, Al-Qaida et l'État islamique d'Iraq et du Levant. Nous notons également la présence d'autres groupes armés et criminels illégaux, notamment les producteurs et les trafiquants de stupéfiants. Par ailleurs, nous sommes préoccupés par les menaces que cet état de choses représente pour la région, en particulier pour les pays d'Asie centrale. C'est pourquoi nous appelons tous les États à mettre effectivement en œuvre toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier celles qui ont trait à la lutte contre le terrorisme, et à renforcer la coopération internationale et régionale en matière de sécurité pour promouvoir l'échange d'informations et les contrôles aux frontières, l'application de la loi et la justice pénale, afin d'améliorer les capacités de lutte contre les menaces, y compris le retour des combattants terroristes étrangers.

Le Koweït souhaiterait voir une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive dans la région. Nous nous félicitons de la

contribution apportée par les États d'Asie centrale à la non-prolifération, en particulier avec le Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, et nous les encourageons à renforcer leur coopération afin de prévenir le trafic illicite d'armes nucléaires, chimiques et biologiques et d'autres matières radioactives.

Pour terminer, l'Afghanistan ne doit pas être perçu comme une menace à la sécurité régionale, mais comme un partenaire clef. L'instauration d'une paix et d'une stabilité durables dans la région exige des solutions pacifiques et diplomatiques. Toutes les parties concernées doivent s'asseoir à la table de négociation et participer efficacement et de façon constructive aux efforts diplomatiques visant à rétablir la paix. Les solutions militaires, comme l'histoire l'a montré, n'ont jamais donné lieu à des solutions durables pour la paix. Nous exhortons toutes les parties à participer de façon constructive aux efforts diplomatiques visant à instaurer la paix, afin que l'Afghanistan et son peuple puissent jouir de la prospérité et du bien-être.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la Pologne.

M. Czaputowicz (Pologne) (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer par vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que votre pays, le Kazakhstan, pour votre présidence fructueuse du Conseil, et par louer l'initiative d'Astana d'avoir organisé ce débat opportun sur le renforcement du partenariat régional en Afghanistan et en Asie centrale. Par ailleurs, j'apprécie fortement l'initiative que vous avez prise d'organiser la récente mission de visite du Conseil de sécurité en Afghanistan, qui a grandement contribué à ce débat.

Je voudrais également remercier le Secrétaire général de son exposé et de son attachement sans faille à la prévention des conflits et à la pérennisation de la paix.

Premièrement, je voudrais souligner l'importance de la coopération régionale, en tant que moyen efficace non seulement de favoriser le développement socioéconomique de l'Afghanistan, mais également de promouvoir la paix et la stabilité. Du point de vue de mon pays, la diversification des liens économiques dans les pays d'Asie centrale sert tant leur souveraineté que leurs intérêts. La situation géographique de l'Asie centrale et de l'Afghanistan offre une occasion exceptionnelle de renforcer la coopération directe et multinationale visant à construire une infrastructure de transports et de

logistique qui permettra de relier l'Europe et l'Asie. Ces liens précieux faciliteront les échanges non seulement de marchandises mais aussi d'idées, ainsi que les contacts personnels et la compréhension mutuelle.

Nous notons avec satisfaction les évolutions récentes survenues dans la région dans le domaine de la connectivité. Les projets tels que le gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde, la CASA -1000, la voie ferrée à destination d'Hérat et le corridor de fret aérien entre l'Afghanistan et l'Inde illustrent parfaitement les divers avantages que la coopération régionale peut apporter. Nous pensons que ces investissements non seulement contribueront à la prospérité de la région, mais aussi renforceront la confiance entre voisins.

Dans ce contexte, nous tenons à féliciter les Gouvernements afghan, turkmène, azerbaïdjanais, géorgien et turc d'avoir signé l'Accord sur le Couloir lapis-lazuli. Nous pensons que ce document vital facilitera un des moyens les plus efficaces de relier l'Afghanistan aux marchés européens et contribuera également à réduire sa dépendance vis-à-vis des pays voisins en ce qui concerne le transit et le transport.

Nous ne devons pas oublier que même le programme le plus ambitieux concernant la maillage économique régionale peut échouer en raison de conditions de sécurité instables, étant donné qu'un Afghanistan sûr, stable et prospère est une condition préalable à la paix et à la stabilité dans l'ensemble de la région. Nous sommes alarmés par la persistance du niveau élevé de violence dans de nombreuses villes afghanes et par le grand nombre de victimes civiles.

En ce qui concerne l'amélioration de la sécurité, nous saluons le programme quadriennal de réforme du secteur de la sécurité mis en place par le Gouvernement afghan, dans l'espoir qu'il renforcera les Forces nationales de sécurité afghanes. Toutefois, le succès militaire n'est qu'un moyen de parvenir à une fin, à savoir instaurer la paix.

Nous sommes profondément convaincus qu'un processus de paix et de réconciliation inclusif, dirigé et contrôlé par les Afghans, est la seule solution viable à long terme pour mettre fin au conflit. Nous espérons que le Processus de Kaboul apportera les progrès tant nécessaires, mais nous tenons à souligner l'importance que les négociations soient sans exclusive.

Le 1^{er} janvier 2015, l'OTAN a lancé la Mission Soutien résolu, une mission non combattante dont l'objectif est d'aider les institutions et Forces nationales

de sécurité afghanes à se doter des compétences dont elles ont besoin pour défendre l'Afghanistan et protéger ses citoyens durablement. En d'autres termes, son but est de créer les conditions propices au développement réussi du pays à l'avenir. La Pologne participe à la mission Soutien résolu depuis sa création et augmente régulièrement sa contribution. Nous sommes également fiers d'avoir participé aux opérations de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) depuis 2002. Le contingent militaire polonais de la FIAS était l'un des plus importants et des plus efficaces. Je tiens à souligner que nos efforts militaires ont toujours été complétés par notre aide au développement à l'Afghanistan, essentiellement par le biais de contributions aux mécanismes d'aide multilatérale du système des Nations Unies et de la Banque mondiale.

Une autre menace grave pèse sur la sécurité non seulement de l'Afghanistan, mais aussi de l'ensemble de la région : c'est la production de stupéfiants. En dépit des efforts du Gouvernement afghan, la drogue demeure l'une des principales sources de revenus des terroristes. Il est donc impératif de recenser et de coordonner les efforts internationaux et régionaux pour lutter contre ce problème. Nous remercions la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de leurs efforts acharnés pour lutter contre la production de stupéfiants, et nous invitons d'autres organisations régionales à coordonner leurs activités avec ces acteurs. C'est le lieu pour moi de souligner l'appui à l'approche multidimensionnelle de la sécurité régionale en Afghanistan et en Asie centrale adoptée par le Centre régional, y compris dans les domaines des transports, de l'environnement, de la sécurité alimentaire et énergétique, ainsi que la priorité qu'il accorde aux nouvelles menaces à la paix et à la sécurité. Par ailleurs, la Pologne apprécie grandement le travail de la MANUA et l'appui global qu'elle apporte à l'Afghanistan et à sa population.

De concert avec nos partenaires de l'Union européenne, nous avons identifié quatre domaines prioritaires qui revêtent une importance critique pour la réalisation de progrès en Afghanistan. Ils s'agit notamment de la promotion de la paix, de la stabilité et de la sécurité régionale, du renforcement de la démocratie, de l'état de droit et des droits de l'homme, de la promotion de la bonne gouvernance et de l'autonomisation des femmes, de l'appui au développement économique et humain et de la lutte contre les problèmes liés à la migration.

Ces priorités sont les piliers de la nouvelle stratégie de l'Union européenne concernant l'Afghanistan, ce qui montre notre attachement et notre engagement à ce pays. Nous espérons que le Gouvernement afghan œuvrera à nos côtés en faveur de l'application de cette stratégie vitale.

Pour terminer, je tiens à souligner que la Pologne est depuis longtemps un partenaire de l'Afghanistan et de la région. Nous restons déterminés à continuer de renforcer la paix, la stabilité et le développement de l'Afghanistan et de l'Asie centrale, et nous prenons des mesures dans ce sens.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie.

M. Lavrov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Tout d'abord, nous souhaitons mettre en avant la démarche responsable et cohérente adoptée par le Kazakhstan, qui vise à promouvoir les questions prioritaires pour l'Asie centrale et qui s'attache à examiner les problèmes spécifiques auxquels la région est confrontée. Nous nous félicitons de l'initiative qu'ont eue nos amis du Kazakhstan d'organiser le présent débat sur une question qui est urgente pour de nombreux pays et qui revêt une importance toute particulière dans le contexte de l'intensification des menaces liées au terrorisme et aux stupéfiants qui émanent d'Afghanistan, lesquelles ont un effet déstabilisateur sur l'Asie centrale et ont des retombées qui vont au-delà de la région.

Le nord de l'Afghanistan est en train de devenir une base d'appui pour le terrorisme international avec, en tête, la branche afghane de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), qui est en train d'y mettre en place un tremplin d'où réaliser ses ambitions destructrices dans la région, conformément à l'idéologie bien connue du califat. Avec la connivence manifeste voire, parfois, le soutien direct, de commanditaires aussi bien extérieurs que locaux, des milliers de combattants de diverses nationalités s'introduisent dans la région sous la bannière de l'EIIL, notamment des jihadistes qui ont échappé à la défaite en Syrie. Ils proclament ouvertement que leur objectif est de renverser les gouvernements légitimes des États de l'Asie centrale et d'étendre leur influence dans toute l'Eurasie.

L'année écoulée a été le théâtre d'une augmentation sans précédent de la production de stupéfiants afghans, comme vient de le mentionner mon collègue polonais. Il sera indispensable de prendre des mesures urgentes pour

venir à bout de cette menace, qui alimente le terrorisme international, compromet la stabilité des États et la santé des jeunes, et engendre criminalité et corruption. L'élaboration d'une stratégie complète de lutte contre le trafic de drogues était le thème central d'une conférence parlementaire internationale sur la lutte contre la drogue, organisée par la Douma d'État russe à Moscou en décembre. Nous avons été heureux d'accueillir à cette conférence des représentants de l'ONU, ainsi qu'une multitude d'organisations non gouvernementales russes et internationales.

La situation en Afghanistan exige une approche intégrée de la part des États de la région et de la communauté internationale tout entière. L'expérience des 20 dernières années atteste de manière saisissante à quel point il est futile de tenter de recourir à la force pour résoudre les problèmes qui empoisonnent l'Afghanistan. Ce qu'il faut faire, c'est adopter des mesures concrètes qui permettront de lancer un processus de réconciliation nationale, sur la base des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Guidés par ces éléments, nous avons lancé un dialogue dans le cadre du format de Moscou, aux côtés de nos partenaires et des parties prenantes animées du même esprit, en rétablissant le Groupe de contact sur l'Afghanistan de l'Organisation de Shanghai pour la coopération. Nous sommes en train de forger un partenariat entre l'Afghanistan et l'Organisation du Traité de sécurité collective. Nous accueillons favorablement l'initiative de l'Ouzbékistan visant à convoquer, au printemps, une réunion ministérielle sur le règlement de la question afghane. Nous continuons d'aider Kaboul à former ses agents civils et son personnel des services de détection et de répression afin de renforcer les capacités militaires des forces armées afghanes. Nous ne cessons de plaider pour l'ouverture, dans les plus brefs délais, de pourparlers directs entre le Gouvernement afghan et le mouvement des Talibans, sur la base de critères approuvés par le Conseil de sécurité, dans l'optique de mettre un terme à leur guerre fratricide.

Tandis que les questions de sécurité sont prises en compte, un des plus importants facteurs de la stabilisation de l'Afghanistan doit être un développement socioéconomique soutenu. Aussi bien l'Union économique eurasiennne que la Communauté d'États indépendants peuvent contribuer aux efforts d'ensemble en ouvrant des marchés amples et prometteurs pour l'Afghanistan. La Russie est prête à envisager une coopération multilatérale dans le cadre de la mise en œuvre d'importants projets économiques et infrastructurels, notamment le gazoduc reliant le

Turkménistan, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde et le Projet de commerce et d'approvisionnement en hydroélectricité en Asie centrale et en Asie du Sud.

Au cœur de notre alliance et de notre partenariat stratégique avec les États d'Asie centrale figurent une histoire commune, un degré élevé de confiance mutuelle et des approches unifiées face aux grandes questions contemporaines. Nos liens commerciaux et économiques constituent un solide fondement dans ce sens. Les investissements russes dans la région s'élèvent à 20 milliards de dollars, et plus de 7500 sociétés russes et coentreprises bénéficiant de capitaux russes ont engagé des travaux fructueux dans la région. Au cours de la dernière décennie, le volume cumulé de notre assistance aux pays d'Asie centrale a dépassé 6 milliards de dollars, aussi bien au niveau bilatéral que par l'intermédiaire d'organisations internationales, notamment dans le cadre de la réalisation des objectifs énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Nous sommes convaincus que les problèmes de la région en matière d'approvisionnement électrique et d'accès aux ressources hydriques doivent être réglés par le biais d'un dialogue constructif et d'une prise en compte mutuelle des intérêts réciproques dans les secteurs de l'hydroélectricité et de l'agriculture, afin de bénéficier à tous les peuples de la région. Du fait des particularités de la situation géographique des pays d'Asie centrale, il est important de recourir plus efficacement à divers modes de transport afin de disposer de liens économiques et commerciaux fiables avec les États de la région Asie-Pacifique, ainsi qu'avec l'Asie du Sud et l'Europe. La Russie se tient prête à contribuer à ce processus en développant des corridors internationaux dans les sens est-ouest et nord-sud. Pour mener à bien ce projet, nous nous attachons à mettre en place un système de transport unique au sein de l'Union économique eurasiennne et de son homologue chinoise, l'initiative « Une Ceinture et une Route ». Une telle approche permettra à la région de l'Asie centrale d'accentuer son rôle dans le réseau de transport continental.

Aujourd'hui, l'Eurasie a besoin d'une coopération mutuellement avantageuse, fondée sur un équilibre des intérêts. Les acteurs extérieurs doivent y contribuer par tous les moyens, sans essayer d'entraîner les pays de la région dans un jeu à somme nulle, dont l'idée est apparue dans le concept d'une Asie centrale prétendument élargie, qui avait été apparemment oublié mais qui a refait surface dernièrement. On ne peut pas

obliger les pays d'Asie centrale à choisir entre le Sud et le Nord. C'est un faux choix. La région a besoin d'un environnement constructif et de partenariats avec toutes les parties prenantes, et il faut à coup sûr que tous ses États respectent leurs obligations au titre de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, de l'Organisation du Traité de sécurité collective, de la Communauté d'États indépendants et de la Communauté économique eurasiennne. Les projets gigantesques visant, à terme, à améliorer le bien-être des populations d'Asie centrale et de l'Afghanistan ne deviendront réalité que lorsque s'instaureront une paix et une stabilité durables sur l'ensemble du continent asiatique.

La Russie n'a cessé d'oeuvrer pour unir les efforts en vue de l'établissement d'une architecture de sécurité une et indivisible qui reflète les réalités d'aujourd'hui dans la région Asie-Pacifique. La stabilité, la paix et la prospérité des États de la région dépendent étroitement de l'établissement en cours d'un ordre mondial plus juste, plus démocratique et polycentrique, reposant sur le droit international et le respect de la diversité des cultures et des civilisations des peuples du monde.

M. Sullivan (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : C'est un plaisir pour moi d'être ici au Conseil aujourd'hui. Avant de poursuivre, je voudrais saisir cette occasion pour exprimer mes condoléances aux Gouvernements kazakh et ouzbek et aux familles des victimes suite au tragique accident d'autocar qui a eu lieu au Kazakhstan hier, dans lequel plus de 50 ressortissants ouzbeks ont trouvé la mort.

Au nom des États-Unis, du Président Trump et du Secrétaire d'État Tillerson, je voudrais remercier le Ministre des affaires étrangères, M. Abdrakhmanov, d'avoir convoqué cette séance au niveau ministériel sur le thème extrêmement important de la sécurité et du développement de l'Afghanistan. Je remercie aussi le Gouvernement kazakh de faire montre de leadership sur cette question et de promouvoir le renforcement des liens entre l'Afghanistan et ses voisins d'Asie centrale. Je voudrais par ailleurs remercier les Gouvernements de la République kirghize, du Kazakhstan, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan de leurs efforts collectifs et individuels pour rapprocher les pays de la région dans le cadre de notre partenariat avec les cinq pays d'Asie centrale, ainsi que de leurs délibérations sur la façon dont la région pourrait coopérer plus étroitement avec l'Afghanistan, contribuant ainsi à la stabilité de la région.

Je tiens aussi à remercier le Secrétaire général, M. Guterres, et son équipe, en particulier la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), de leur dévouement et du travail exceptionnel qu'ils accomplissent. La visite effectuée en juin par le Secrétaire général et celle du Conseil la semaine dernière à Kaboul soulignent l'engagement de la communauté internationale aux côtés de l'Afghanistan. Je sais que l'Ambassadrice Haley a été impressionnée au cours de cette visite par la résilience du peuple afghan face à la violence et à l'extrémisme des insurgés, ainsi que par la volonté de l'Afghanistan d'assumer la responsabilité de relever ces défis. Les États-Unis jugent encourageants les progrès déjà observés suite à l'annonce par le Président Trump de sa stratégie pour l'Asie du Sud.

Avant d'en venir aux défis, nous ne devons pas oublier que l'Afghanistan est aujourd'hui un pays fondamentalement différent de ce qu'il était voici 20 ans. Cela doit donner à réfléchir aux Taliban, qui comptent effacer les progrès accomplis. En Afghanistan aujourd'hui, des millions d'enfants, garçons et filles, vont à l'école. La population a accès aux services de santé de base, 90 % d'entre elle a accès à la téléphonie mobile. Les habitants ont à leur disposition des dizaines de stations de radios, de chaînes de télévision pour leur information ou leurs loisirs, ainsi que des centaines de titres de presse écrite. Ces avancées permettant d'avoir confiance dans la détermination du pays à continuer de progresser sur la voie du développement. Pourtant, malgré ces progrès, le conflit en cours continue d'agiter le pays, posant de graves défis politiques, sécuritaires et humanitaires et en matière de droits de l'homme.

Cette année, les enjeux pour le Gouvernement afghan sont clairs : il doit poursuivre les réformes pour améliorer les conditions de vie des Afghans de toutes origines ethniques et promouvoir la sécurité et la stabilité du pays à long terme. Il est essentiel que les préparatifs en vue de la tenue des élections législatives en 2018 et de l'élection présidentielle en 2019 avancent comme prévu, de façon pacifique et démocratique, et que le Gouvernement continue d'oeuvrer en vue d'honorer les engagements pris en matière de lutte contre la corruption et d'appuyer une gouvernance inclusive.

Dès l'annonce de notre stratégie pour l'Asie du Sud en août 2017, le Président Trump a souligné que les États-Unis continueront d'aider le Gouvernement afghan et ses forces de sécurité dans leur lutte contre les Taliban, Al-Qaïda, l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) et d'autres groupes terroristes. Les États-Unis et leurs

alliés ont essuyé de lourdes pertes en luttant aux côtés de nos frères et sœurs afghans. Nous ne permettrons pas que l'Afghanistan devienne un sanctuaire pour terroristes comme il l'était avant le 11 septembre 2011. Le Président a aussi fait clairement comprendre que relever les défis de la sécurité et du développement en Afghanistan était tributaire de l'engagement des Afghans eux-mêmes, ainsi que de l'appui déterminé de ses partenaires régionaux et internationaux. À l'avenir, il nous faut continuer de défendre le principe qu'une paix durable en Afghanistan doit être instaurée, dirigée et, au bout du compte, maintenue par le Gouvernement et le peuple afghans. Cette approche pilotée et prise en main par les Afghans, couplée à un appui international résolu aux Forces nationales de sécurité afghanes, montrera aux Taliban que la victoire ne peut être remportée sur le champ de bataille. Toute solution doit être politique.

Nous avons souligné que notre aide reposait sur des conditions et non sur un calendrier. La poursuite de la violence ne fera que prolonger la guerre et, ce faisant, tous les Afghans, y compris les Taliban, en pâtiront. Si la communauté internationale reste ferme dans sa position, les Taliban finiront pas comprendre que la seule voie à suivre est celle de la participation au processus de réconciliation, qui permettra à toutes les parties d'œuvrer en vue de l'élection d'un gouvernement afghan tolérant, responsable et uni, dans un pays pacifié et prospère. Tout accord de paix doit absolument inclure un engagement de la part des Taliban de rompre les liens avec le terrorisme, de cesser de recourir à la violence et d'accepter la Constitution nationale, qui prévoit notamment la protection des droits des femmes et des minorités.

Il nous faut reconnaître la réalité suivante. Alors que le Gouvernement afghan a clairement indiqué qu'il voulait s'engager dans des pourparlers de paix avec les Taliban, ces derniers, eux, n'ont pas manifesté d'intérêt réciproque. Cela doit changer. Pour ce faire, il nous faut tous œuvrer de concert pour isoler les Taliban et éliminer leurs sources de revenu et de matériel, et montrer une volonté unie et indéfectible que le seul endroit où ils peuvent atteindre leurs objectifs est la table de négociation, et non le champ de bataille. Malheureusement, la communauté internationale n'a pas été en mesure de fournir ce type d'appui unifié au Gouvernement afghan jusqu'à présent. Nous avons vu certains pays poursuivre des stratégies contreproductives consistant à appuyer les Taliban contre l'EIIL. Cette approche est malavisée ou, pis, pernicieuse. Les États-Unis sont convaincus qu'il n'y a pas de lien entre

les deux. Nous pouvons et nous devons lutter contre l'EIIL en Afghanistan tout en faisant en sorte de pousser les Taliban à s'asseoir à la table de négociation.

En collaborant étroitement avec nos partenaires afghans, nous avons obtenu des progrès significatifs dans notre lutte contre l'EIIL dans l'est de l'Afghanistan. Ensemble, nous avons exercé une pression de tous les instants sur l'EIIL, réduisant considérablement le territoire qu'il contrôle et éliminant le tiers de ses combattants. Appuyer les Taliban ne sert qu'à prolonger le conflit et à favoriser le maintien d'un environnement instable et non sécurisé, dont profite l'EIIL pour menacer l'Afghanistan et l'ensemble de la région.

Au final, si nous voulons vaincre l'EIIL en Afghanistan et empêcher ce groupe d'étendre son influence à toute la région, tous les pays représentés dans cette salle doivent souscrire à la stratégie du Conseil et s'engager à la mettre en oeuvre. Les stratégies inefficaces qui permettent aux groupes d'insurgés de mener leurs activités doivent cesser. Nous devons unir nos forces et fournir un appui indéfectible au Gouvernement afghan.

Nous savons que le Pakistan est une composante essentielle de cette démarche unifiée. Ce pays a énormément souffert des effets du terrorisme, raison pour laquelle il peut et doit être un partenaire à part entière de nos efforts communs pour instaurer la paix et la stabilité dans la région. Nous souhaitons travailler de manière cohérente et efficace avec le Pakistan, mais ne pouvons le faire si le statu quo perdure et que les organisations terroristes continuent de se voir accorder un refuge à l'intérieur de ses frontières. Or, la stabilité et la prospérité de l'Afghanistan seraient bénéfiques au Pakistan également, puisque cela permettrait le retour des réfugiés et empêcherait l'État islamique d'Iraq et du Levant ainsi que d'autres groupes terroristes de lancer des attaques contre lui depuis l'extérieur.

Voilà pourquoi le Pakistan doit s'associer aux efforts que nous menons pour trouver une solution au conflit, comme énoncé dans notre stratégie pour l'Asie du Sud. Cette stratégie, ainsi que je l'ai souligné aujourd'hui, sera couronnée de succès à condition de faire preuve de volonté et de patience. À mesure que les Afghans prendront leur destin en main et que la communauté internationale isolera les Taliban, la paix, la stabilité, la sécurité et le développement suivront. Et dès lors que la paix permettra à l'Afghanistan de se redresser, il contribuera naturellement à l'environnement économique et sécuritaire de l'Asie centrale et, partant, à son succès à long terme. Les États-Unis partagent avec

les pays d'Asie centrale un même attachement à la paix, à la stabilité et à la prospérité. La seule façon d'atteindre ces objectifs passe par une compréhension mutuelle tant des menaces auxquelles nous sommes confrontés que des possibilités que nous pouvons cultiver ensemble.

Pour terminer, les États-Unis se félicitent que le Conseil et le Secrétaire général reconnaissent que c'est la coopération régionale et internationale qui permettra au bout du compte de réaliser la paix, le progrès et le développement. Nous avons tous intérêt à ce que l'Afghanistan réussisse. Le renforcement de la stabilité, des progrès économiques et de l'intégration régionale profitera à tous les pays représentés dans cette salle et surtout aux pays qui se trouvent dans le voisinage immédiat de l'Afghanistan. Pour ce faire, toutefois, les Taliban doivent se décider à faire leurs premiers pas vers la paix. Si nous restons fermes et présentons un front uni, nous nous rapprocherons toujours plus du jour où la promesse de paix deviendra une réalité.

M. Haspels (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : C'est un honneur pour moi de prendre la parole devant le Conseil de sécurité pour la première fois depuis que le Royaume des Pays-Bas a entamé son mandat pour l'année 2018. Juste avant d'entrer dans la salle ce matin, je me suis entretenu avec deux éminentes citoyennes afghanes, Roya Mahboob et sa sœur Elaha. Elles ont fondé une organisation pour enseigner aux filles afghanes la programmation et la robotique. Toutes deux sont présentes ici aujourd'hui, assises là-haut dans le public. Roya, Elaha et leurs élèves sont un parfait exemple de ce qui a été réalisé en Afghanistan. Grâce à leur organisation, les filles afghanes peuvent aujourd'hui étudier à Hérat, où elles apprennent à construire des robots pour les hôpitaux et les exploitations agricoles.

La différence entre aujourd'hui et l'époque des Taliban ne pourrait être plus marquée. À l'époque, les femmes étaient marginalisées au point d'être complètement invisibles. Aujourd'hui, elles peuvent étudier, voyager, faire des films et construire des robots. Depuis la chute du régime brutal des Taliban, beaucoup a été accompli. En 16 ans seulement, la vie s'est nettement améliorée en Afghanistan.

Mais lorsque je leur ai parlé, Roya et sa sœur m'ont rappelé les nombreux obstacles auxquels les Afghans continuent de se heurter. La situation en matière de sécurité demeure instable. L'accès à la justice est limité. Les filles qui souhaitent aller à l'école rencontrent encore des obstacles. L'insécurité et la corruption entravent la croissance économique. Ce sont là autant de facteurs qui

poussent les Afghans à rechercher ailleurs un refuge et des perspectives d'avenir.

Voilà pourquoi le Royaume des Pays-Bas appuie les efforts que l'Afghanistan déploie pour améliorer les conditions de vie de sa population. Nous avons opté pour une approche intégrée, combinant des efforts politiques, militaires et de développement avec des investissements dans la sécurité, la bonne gouvernance, l'état de droit et la responsabilisation, conjointement avec d'autres pays et partenaires et, bien entendu, avec les Afghans eux-mêmes.

Notre contribution à la paix et à la sécurité en Afghanistan s'est parfois accompagnée de douloureux sacrifices. C'est avec un profond respect que nous nous souvenons de ceux qui ont payé le prix ultime.

La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan joue un rôle clef dans la coordination des nombreux volets de l'effort international en Afghanistan. En tant que rédacteur sur l'Afghanistan au Conseil, nous attendons avec intérêt de travailler avec tous les membres pour que l'ONU puisse continuer de jouer son rôle essentiel après mars.

À long terme, toutefois, il ne sera possible de garantir une véritable stabilité en Afghanistan que par le biais d'un processus de paix et de réconciliation sans exclusive qui soit dirigé et pris en main par les Afghans. La réunion du Processus de Kaboul en février doit nous rapprocher de cet objectif. Il est primordial que tous les pays voisins assument leurs responsabilités en contribuant activement à la réalisation de cet objectif.

Dans le même temps, nous encourageons le Gouvernement afghan à poursuivre ses réformes et sa lutte contre la corruption, à renforcer la bonne gouvernance et l'état de droit, à respecter les droits de l'homme et à organiser en temps voulu des élections crédibles, car seul un Afghanistan sûr et stable peut offrir au peuple afghan les chances qu'il mérite tant.

C'est tout le sujet du débat d'aujourd'hui : nous devons parvenir à une paix, une stabilité et un développement durables en Afghanistan. À cet égard, la région a également un rôle important à jouer. Je félicite la République du Kazakhstan et les autres pays d'Asie centrale des efforts qu'ils ont déployés pour accroître la coopération régionale, surtout dans le domaine économique.

Pour terminer, je tiens à remercier le Kazakhstan d'avoir organisé ce débat d'une grande actualité. Je

remercie également le Secrétaire général de son exposé, ainsi que le Vice-Ministre afghan des affaires étrangères, M. Hekmat Khalil Karzai, du rôle de premier plan joué par son gouvernement.

Roya et Elaha nous rappellent que nous devons investir dans les jeunes Afghans. Après tout, la stabilité future du pays dépendra des perspectives que l'Afghanistan pourra leur offrir. C'est une responsabilité que nous partageons tous. Le Royaume des Pays-Bas restera un partenaire engagé, tant durant notre mandat au Conseil qu'au-delà.

M. Field (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je vous félicite, Monsieur le Président, de votre direction éclairée et de vos efforts diplomatiques qui ont conduit à la convocation de ce débat aussi important qu'opportun. Je remercie également le Secrétaire général de son exposé pénétrant de ce matin. Comme nombre d'orateurs l'ont observé au cours du présent débat, les partenariats régionaux sont essentiels pour instaurer une paix et une sécurité à long terme. Cela est particulièrement important lorsque l'on songe à la prospérité future de l'Afghanistan.

L'Afghanistan est en train de réaliser des progrès réels et durables pour surmonter les nombreux défis auxquels il est confronté. Je l'ai vu moi-même lorsque je me suis rendu à Kaboul il y a seulement trois mois. La communauté internationale a un rôle crucial à jouer pour encourager et promouvoir ces progrès, tout comme les partenariats régionaux et les initiatives dont il a été question ici aujourd'hui. Nous nous félicitons vivement des efforts en cours pour améliorer les liens entre l'Afghanistan et ses partenaires régionaux en Asie du Sud et en Asie centrale. C'est là, me semble-t-il, indispensable pour accroître le développement économique de l'Afghanistan, ce qui, bien entendu, est un facteur essentiel pour instaurer une stabilité durable. Cette coopération contribuera à dégager des intérêts économiques communs qui permettront de réduire les frictions et de fournir d'autres moyens de régler les différends.

Le Projet pour le commerce et l'approvisionnement en électricité en Asie centrale et en Asie du Sud est un excellent exemple des avantages de ce type de coopération régionale. L'Afghanistan et ses voisins ont œuvré ensemble et aux côtés de la communauté internationale pour surmonter des défis importants et permettre la mise en route de cet effort important. Nous sommes convaincus que la coopération régionale ne fera que croître. C'est manifestement le souhait de

certaines des principaux groupes régionaux, tels que la Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan et la Conférence ministérielle du Processus d'Istanbul. Je pense que la présente séance est une occasion importante de démontrer l'appui sans faille du Conseil à ce type de coopération.

Néanmoins, il y a encore un long chemin à parcourir avant que le Gouvernement et le peuple afghans atteignent leur objectif, à savoir l'édification d'un pays plus stable et plus prospère. Le Royaume-Uni continuera de jouer son rôle au sein de la communauté internationale à l'appui de cet objectif. Nous avons engagé jusqu'à 750 millions de livres pour une période de quatre ans, jusqu'à 2020, afin d'aider à soutenir le travail mené par le Gouvernement afghan pour améliorer la sécurité, réduire la pauvreté et accroître un large accès à la santé et à l'éducation. Nous travaillons également en étroite coordination avec l'OTAN pour appuyer l'Afghanistan. Nos contingents non-combattants ont joué un rôle crucial en soutenant les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes. Par l'intermédiaire de l'École nationale de formation d'officiers de l'armée, nous avons aidé à former plus de 3000 élèves-officiers. Ils seront les futurs dirigeants militaires de l'Afghanistan.

Mais en fin de compte, comme d'autres orateurs l'ont dit et, j'en suis sûr, le diront pendant le présent débat, la solution – la paix et la stabilité à long terme – ne dépend pas des militaires, mais bien d'un processus de paix dirigé et contrôlé par les Afghans. C'est pourquoi la prochaine réunion du Processus de Kaboul pour la coopération en faveur de la paix et de la sécurité est si importante. Nous encourageons tous les partenaires régionaux de l'Afghanistan à appuyer pleinement ces efforts vers la paix. Il faut une vision d'avenir, du courage et du leadership pour entamer le dialogue avec un adversaire après des années de violences et d'effusions de sang. Toutefois, la période actuelle est certainement propice à ce dialogue. La population afghane mérite la paix. Nous exhortons donc le Président Ghani et le Gouvernement à profiter de cette réunion pour tendre la main aux insurgés et essayer de lancer un processus de paix crédible. Nous devons tous exprimer aujourd'hui, collectivement et individuellement, notre plein appui à ce processus de paix, qui est vital pour la stabilité à long terme de l'Afghanistan.

Des élections crédibles, inclusives et tenues en temps opportun sont également essentielles. Nous saluons le travail de divers organes de l'Organisation des Nations Unies qui aident le Gouvernement à préparer les

élections parlementaires et présidentielle, devant avoir lieu cette année et l'année prochaine.

Enfin, l'Afghanistan continue d'être confronté à plusieurs défis de taille en 2018, mais c'est aussi une année de réelles possibilités. Avec des élections tenues dans les délais prévus et le lancement d'un processus politique et de paix crédible, cette année pourrait être celle d'un tournant définitif et irréversible pour l'Afghanistan. Néanmoins, comme le Vice-Secrétaire d'État des États-Unis l'a signalé à juste titre, l'engagement à ce sujet doit être fondé sur des conditions et non pas mû par des échéances. Nous devons parfois être patients. Il y va de l'intérêt de tous, et surtout de l'intérêt du peuple afghan qui attend la paix depuis si longtemps. Engageons-nous donc tous aujourd'hui à tout mettre en œuvre, au sein du Conseil de sécurité et au-delà, pour soutenir les efforts d'instauration de la paix et de la stabilité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Domingo Mituy Edjang, Secrétaire d'État aux affaires étrangères et à la coopération de la Guinée équatoriale.

M. Edjang (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : En premier lieu, je vous transmets les salutations chaleureuses et les félicitations du Nouvel An de S. E. M. Obiang Nguema Mbasogo, Président de la République de Guinée équatoriale. Le Gouvernement équato-guinéen tient à remercier l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement kazakh d'avoir organisé ensemble la présente séance de haut niveau sur l'Afghanistan et l'Asie centrale. Nous remercions également le Secrétaire général, M. António Guterres, et le Président Nazarbayev de leurs observations.

La tenue de la présente séance indique l'importance stratégique et le poids concret qu'ont l'Afghanistan et l'ensemble de la région de l'Asie centrale, ainsi que la pertinence que toute la communauté internationale leur octroie. Nous sommes convaincus que c'est une région qui a tout le potentiel et tous les moyens nécessaires pour se développer, mais pour cela la collaboration, la coopération et les contributions de tous sont requises. En conséquence, la communauté internationale doit continuer d'appuyer les efforts déployés par le Gouvernement afghan pour parvenir à la stabilité, à la sécurité et au développement durable et viable.

Le problème endémique en matière de sécurité et ses conséquences sont le principal obstacle à la réalisation de cet objectif. Comme l'indique le sujet de

la séance d'aujourd'hui, la sécurité et le développement sont intimement liés. L'attachement de tous les États d'Asie centrale au développement de l'Afghanistan se traduit de manière inéluctable par leur coopération dans le domaine de la sécurité.

Cette démarche doit être régionale, et le problème doit donc être analysé collectivement. La Guinée équatoriale condamne l'existence de sanctuaires pour les terroristes dans la région, qui sont utilisés par ces derniers pour recevoir une formation et préparer des attaques, non seulement en Afghanistan mais dans le monde entier. La contribution de la communauté internationale à cette démarche est indispensable, et cela inclut les pays les plus développés et l'Organisation des Nations Unies.

La Guinée équatoriale voit sous un jour favorable l'approche des pays voisins de l'Afghanistan dans la région de l'Asie centrale : ils le considèrent comme un partenaire, mais estiment aussi que les Afghans eux-mêmes doivent diriger de façon interne un processus de paix qui mène leur pays à la prospérité et à la stabilité, lequel doit bénéficier de l'appui des pays de la région, puisqu'il a été démontré que l'ensemble de la région a besoin d'un Afghanistan stable pour assurer la stabilité régionale.

La sécurité et la stabilité de l'Afghanistan sont importantes pour toute la région car les activités terroristes constantes et croissantes fomentées par des personnes y associées, des groupes, des entreprises et des entités en Afghanistan, qui posent de graves menaces à la sécurité non seulement de l'Afghanistan mais de tous les pays de la région de l'Asie centrale, sont bien réelles et constituent un motif de préoccupation.

L'Organisation des Nations Unies dans son ensemble a un rôle important à jouer dans ces efforts. Nous nous félicitons d'observer que, grâce à leur aide et à leurs activités, le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et les organisations régionales renforcent la capacité de la région à surmonter les obstacles à la paix, à la stabilité et au développement durable, notamment dans les domaines de la lutte contre le terrorisme, la criminalité transnationale organisée, le trafic de drogues, la traite des êtres humains, la migration illégale et l'utilisation d'Internet à des fins terroristes.

Un aspect clef pour la paix et la stabilité durables en Afghanistan est l'accélération du développement

économique et de la reconstruction sociale et l'amélioration du niveau de vie de la population. La communauté internationale doit redoubler d'efforts pour aider le Gouvernement afghan à mettre en œuvre le Pacte pour l'Afghanistan et sa stratégie nationale de développement et à progresser dans les domaines du développement économique, des infrastructures, de l'éducation, de la santé, des droits de l'homme, et de l'état de droit, entre autres. Il faut veiller à ce que les avantages du développement soient bénéfiques pour tout le peuple afghan et qu'il les partage.

L'adoption d'une démarche intégrée est indispensable pour lutter contre la culture du pavot et le trafic de drogues. Le problème des drogues a des répercussions néfastes non seulement sur l'économie, les moyens de subsistance, la sécurité et la stabilité de l'Afghanistan, mais aussi sur les capacités du Gouvernement, ainsi que sur les coutumes et les croyances du peuple afghan. Nous espérons que le Gouvernement afghan mènera une enquête approfondie sur le problème, en coordination et en coopération avec ses voisins et la communauté internationale, et intensifiera sa lutte contre la drogue dans le cadre d'une démarche globale.

Le rôle des voisins de l'Afghanistan dans la région est crucial et ils doivent, en collaboration avec la communauté internationale, poursuivre leurs efforts afin d'honorer leurs engagements et de continuer à fournir un appui au Gouvernement et au peuple afghans. La Guinée équatoriale appelle à maintenir l'aide à ce pays tout en respectant les intérêts, la volonté et les particularités du peuple afghan. Le développement de l'Afghanistan est lié au développement de toute la région d'Asie centrale. Nous saisissons cette occasion pour renouveler nos félicitations au Kazakhstan pour avoir pris l'initiative d'organiser le présent débat, ainsi que pour l'excellente visite que les 15 membres du Conseil de sécurité ont effectuée à Kaboul, où ils se sont entendus pour appuyer les efforts de l'Afghanistan en matière de développement et le processus de normalisation de la situation. Je tiens également à saluer l'hospitalité du Gouvernement afghan et l'accueil qu'il a réservé à la délégation, notamment à la Guinée équatoriale.

Pour conclure, la Guinée équatoriale approuve et appuie la déclaration présidentielle (S/PRST/2018/2) adoptée en début de séance, et elle estime que sa publication contribuera à promouvoir le développement, la stabilité et la paix en Afghanistan et dans la région d'Asie centrale.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : La délégation chinoise souhaite la bienvenue au Ministre kazakh des affaires étrangères, M. Abdrakhmanov, et le remercie d'avoir convoqué le présent débat. Nous remercions également le Secrétaire général de son exposé.

Dans le contexte actuel, l'instauration de la paix et de la stabilité en Afghanistan est cruciale pour promouvoir les intérêts vitaux et le bien-être à long terme du peuple afghan et pour garantir la sécurité, le développement et la prospérité de la région toute entière. L'Asie centrale est généralement stable et elle a un énorme potentiel de développement. La Chine appuie la recherche de solutions dans une perspective régionale et l'adoption d'une approche globale, et ce en vue de réaliser une paix durable et un développement commun en Afghanistan et en Asie centrale. Nous apprécions à leur juste valeur les efforts du Gouvernement afghan pour maintenir la stabilité nationale, faciliter la réconciliation nationale et promouvoir le développement économique, ainsi que le rôle important que jouent les voisins de l'Afghanistan et les autres pays concernés de la région, notamment les pays d'Asie centrale, dans la gestion de ses problèmes. Il convient cependant de garder à l'esprit le fait que l'Afghanistan reste confronté à de nombreux problèmes politiques, sécuritaires et économiques, et que la communauté internationale doit continuer de lui fournir un appui résolu.

Premièrement, toutes les parties doivent continuer de promouvoir le règlement de la situation en Afghanistan sur la base du dialogue politique et de la réconciliation. Tous les acteurs afghans doivent s'employer à renforcer leur unité et participer activement aux initiatives de réconciliation, faisant des intérêts à long terme de la population leur priorité absolue. La communauté internationale doit continuer de promouvoir les efforts visant à assurer une réconciliation politique vaste et sans exclusive dirigée et prise en main par les Afghans, et elle doit encourager les acteurs afghans concernés à ouvrir des pourparlers de paix dans les plus brefs délais et à accepter toute l'aide fournie par les pays de la région et les mécanismes pertinents. La communauté internationale doit par ailleurs respecter pleinement le droit du peuple afghan de choisir son propre système politique et son modèle de développement en toute indépendance, et elle doit aider le Gouvernement à renforcer ses capacités en matière de gouvernance.

Deuxièmement, le maintien de la paix et de la stabilité est le fondement de la reconstruction et du

développement de l'Afghanistan. La communauté internationale doit continuer d'appuyer le renforcement des capacités des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes, de renforcer les capacités de défense indépendantes du pays et de travailler en commun à lutter efficacement contre les menaces que posent le terrorisme, la criminalité transnationale et le trafic de stupéfiants. Si les efforts régionaux jouent un rôle essentiel s'agissant d'aider l'Afghanistan à faire face à ces défis, la promotion de la paix et de la stabilité dans le pays peut également contribuer à améliorer les conditions de sécurité en Asie centrale et dans la région tout entière. La communauté internationale doit renforcer sa coopération et sa coordination en matière de lutte contre les éléments terroristes qui sévissent dans la région, éviter de montrer du doigt les insuffisances et appuyer le rôle important que jouent des entités telles que l'Organisation de Shanghai pour la coopération dans la lutte régionale contre le terrorisme.

Troisièmement, l'intégration aux économies régionales est la voie à suivre pour l'Afghanistan dans les domaines de la paix et de la reconstruction. Les pays d'Asie centrale et les autres pays de la région sont des voisins proches de l'Afghanistan et partagent les mêmes intérêts que le peuple afghan en matière de développement régional. Le développement de l'Afghanistan ne peut être réalisé sans l'appui de ces pays, et la région ne pourra prospérer que sur la base du développement économique de l'Afghanistan. La stabilité et le développement de la région sont l'intérêt commun de l'Afghanistan et de ses voisins. La Chine espère que les pays concernés renforceront leur coopération et travailleront de concert à promouvoir la paix et la prospérité dans la région. La communauté internationale doit s'employer activement à honorer ses engagements en matière d'aide et appuyer les efforts que déploie le Gouvernement afghan pour promouvoir le développement économique et social. Conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, toutes les parties doivent s'efforcer de bâtir une communauté porteuse d'un avenir commun pour l'humanité, dans l'esprit d'une coopération mutuellement bénéfique, et promouvoir le développement et la coopération régionale de l'Afghanistan et de l'Asie centrale par le biais de l'initiative « Une Ceinture et une Route » et d'autres entreprises visant à promouvoir la coopération régionale sur les plans économique et commercial.

En tant qu'amie et voisine de l'Afghanistan, la Chine joue un rôle constructif dans la promotion de la paix et du développement dans ce pays. Le 26 décembre

dernier à Beijing, le Ministre des affaires étrangères de mon pays, Wang Yi, a convoqué et présidé le premier dialogue entre les Ministres des affaires étrangères de la Chine, de l'Afghanistan et du Pakistan. L'objectif de ce dialogue est, premièrement, d'aider l'Afghanistan et le Pakistan à améliorer leurs relations; deuxièmement, d'appuyer le processus de paix, de reconstruction et de réconciliation en Afghanistan; troisièmement, de renforcer la coopération trilatérale en matière de sécurité et de lutter conjointement contre le terrorisme; et, quatrièmement, de promouvoir la coopération internationale sur l'initiative « Une Ceinture et une Route » et de rechercher des moyens efficaces de réaliser la connectivité et l'intégration économique trilatérales. Les trois Ministres des affaires étrangères se sont accordés sur trois thèmes majeurs – la confiance politique mutuelle et la réconciliation, le développement et la connectivité, et la coopération en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme. La coopération trilatérale sera axée sur ces trois thèmes. Les Ministres se sont également mis d'accord sur un certain nombre de questions importantes liées aux moyens de subsistance de la population, notamment la santé, les ressources humaines et l'agriculture.

La Chine est disposée à coopérer avec la communauté internationale pour promouvoir inlassablement la paix, la stabilité et le développement en Afghanistan et en Asie centrale.

M. Skoog (Suède) (*parle en anglais*) : Je m'associe à la déclaration qui va être prononcée tout à l'heure par l'observatrice de l'Union européenne.

Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, et à remercier votre pays d'avoir pris l'initiative de porter à l'attention du Conseil de sécurité la question globale de la coopération régionale et des liens entre la sécurité et le développement en Asie centrale et en Afghanistan. Je tiens également à saluer la participation à la présente séance d'éminents ministres d'autres pays d'Asie centrale, et je me félicite que des jeunes femmes afghanes, futures dirigeantes, soient également présentes dans cette salle. Je félicite également l'Ambassadeur Kairat Umarov de l'excellente visite qu'il a organisée, avec son équipe, pour le Conseil de sécurité ce weekend en Afghanistan, et nous remercions le Gouvernement afghan de nous avoir accueillis.

Nous remercions le Secrétaire général de l'exposé qu'il a présenté ce matin, ainsi que de son attachement indéfectible à la diplomatie préventive et au développement durable, notamment en Asie centrale.

Nous félicitons tous les pays de l'Asie centrale pour leurs efforts visant à redynamiser et à renforcer la coopération régionale, notamment avec l'Afghanistan. Nous nous félicitons des mesures concrètes qui ont été prises, notamment pour régler des problèmes frontaliers de longue date, faciliter le passage des frontières, renforcer les contacts personnels et réduire les obstacles aux échanges commerciaux. Ces mesures reflètent la prise de conscience du fait que chaque pays y gagne si ses voisins prospèrent également.

La paix et le développement économique à long terme des différents pays de la région sont étroitement liés à la sécurité et au développement de la région. Depuis leur accession à l'indépendance, il y a 25 ans, les pays de l'Asie centrale ont fait des progrès dans plusieurs domaines, notamment en matière de réduction de la pauvreté et de croissance économique soutenue. En outre, les États de l'Asie centrale jouent un rôle de plus en plus important sur la scène mondiale, comme l'atteste le fait que le Kazakhstan siège au Conseil.

Le renforcement de la coopération régionale peut permettre de relever les défis qui subsistent, qui sont pour la plupart communs aux pays de la région. Je pense notamment aux menaces à la sécurité, à la radicalisation, à la gestion des ressources hydriques et énergétiques communes et aux incidences des changements climatiques. Il convient également de déployer des efforts pour renforcer la bonne gouvernance, créer des emplois pour une population en croissance rapide, développer l'interconnectivité et réduire les obstacles aux échanges commerciaux. La coopération régionale peut permettre de relever ces défis et de les transformer en atouts qui apportent des avantages mutuels aux pays de la région, créant ainsi une zone de paix, de coopération et de prospérité dans l'intérêt de tous les peuples de l'Asie centrale et de l'Afghanistan.

Comme nous l'avons entendu à maintes reprises dans cette salle ces derniers mois, les problèmes interdépendants en matière de sécurité appellent des approches communes et globales intégrant la sécurité, le développement et les droits de l'homme. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 constitue un modèle pour une telle approche. Nous nous félicitons de l'engagement ferme des pays de l'Asie centrale en faveur des objectifs de développement durable et de leur intégration dans leurs stratégies de développement respectives. En tant que membre de l'Union européenne, nous contribuons à l'établissement de liens forts et durables entre les pays de la région et l'Union

européenne en vue de promouvoir un développement socioéconomique dynamique, durable et régulier, notamment grâce à des efforts pour faciliter les échanges et la connectivité et maintenir l'appui de longue date de l'Union européenne à la gestion des frontières en Asie centrale et en Afghanistan.

La voie du progrès au niveau régional passe par un Afghanistan pacifique et prospère, ce qui est dans l'intérêt de tous. Cependant, nombre des défis auxquels l'Afghanistan est confronté ne peuvent être abordés isolément. Par conséquent, un engagement clair et une coopération constructive de la part des acteurs régionaux sont essentiels à un Afghanistan pacifique. Il est essentiel d'intensifier la coopération et l'intégration économiques et politiques, pour l'avenir du pays et de la région dans son ensemble. Nous exhortons toutes les parties prenantes, en particulier les voisins de l'Afghanistan, à assumer leurs responsabilités et à œuvrer de concert pour parvenir à un règlement politique. Tous les pays de la région auront beaucoup à gagner si la paix règne en Afghanistan.

La seule option viable pour parvenir à un tel règlement est un processus de paix inclusif dirigé et pris en main par les Afghans, ce qui a été confirmé une fois de plus au cours de notre visite la semaine dernière. Nous saluons les efforts déployés par le Gouvernement afghan en faveur de la paix et appelons les Taliban à engager un dialogue avec le Gouvernement. Nous attendons avec intérêt la prochaine réunion du Processus de Kaboul. Le Conseil de sécurité a la responsabilité importante de contribuer à la création d'un environnement propice à la paix et d'y accorder l'importance voulue.

Le respect des droits de l'homme est essentiel pour parvenir à cette paix. Il est également essentiel de faire participer toutes les composantes de la société à ce processus. L'autonomisation économique et une participation véritable des femmes et des filles à tous les processus politiques, y compris les efforts de paix et les négociations qui seront menés à l'avenir, sont une condition préalable au développement durable. Cela a été réaffirmé durant la réunion tenue la semaine dernière par le Conseil avec des représentantes des femmes.

La tenue d'élections inclusives, crédibles et transparentes est une étape fondamentale dans la consolidation de la démocratie en Afghanistan et est essentielle pour la stabilité future du pays. Il est impératif que les élections parlementaires et présidentielle se déroulent comme prévu. Nous appelons les organismes de gestion des élections et le Gouvernement afghan

à accélérer leurs efforts pour garantir la tenue de ces élections et pour veiller à ce qu'elles soient libres et équitables. Nous les encourageons à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour garantir la participation des femmes, en tant qu'électrices et en tant que candidates.

En tant que partenaire indéfectible de l'Afghanistan, nous sommes résolus à apporter notre contribution en nous engageant à long terme en faveur de l'édification de l'État et de la consolidation de la paix dans le pays. Dans le cadre de nos efforts pour contribuer au développement durable, pacifique et économique du pays, nous nous sommes engagés à verser 1 milliard de dollars au titre de l'aide au développement pour la période 2015-2024, notamment sous forme d'aide humanitaire, de renforcement des capacités et de formation en matière de dialogue et de médiation à l'intention de militantes locales. Nous contribuons également à la mission Soutien résolu de l'OTAN.

L'ONU doit jouer un rôle actif à l'appui des efforts régionaux en Asie centrale et en Afghanistan. La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) apporte un appui important aux efforts visant à instaurer une paix durable, et ce rôle sera encore renforcé par la mise en œuvre des recommandations issues de l'examen stratégique. Le renforcement de la coopération et de la coordination entre le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale et la MANUA et d'autres organismes des Nations Unies et organisations régionales compétents permettra d'accroître l'impact de l'action de l'ONU.

Nous saluons le travail important accompli par le Centre régional, représenté dans cette salle par la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Natalia Gherman, et la MANUA, en vue de promouvoir le dialogue régional et la prévention des conflits. Nous voudrions saluer en particulier le travail louable accompli en ce qui concerne le renforcement des capacités en matière de diplomatie de l'eau et la modernisation du cadre juridique de gestion des ressources naturelles. Comme l'a souligné le Secrétaire général, la gestion des ressources hydriques communes, d'une importance fondamentale pour le développement économique, peut permettre d'accroître la confiance et conduire à davantage d'investissements; ce qui, en retour, joue un rôle important s'agissant de soutenir et de promouvoir le maintien de la paix dans la région.

La visite du Conseil de sécurité en Afghanistan nous a permis de faire le point sur les progrès accomplis et de constater par nous-mêmes les nombreux défis

auxquels le pays reste confronté. Cependant, nous avons également entendu parler des aspirations de tous les Afghans à un avenir meilleur, dont l'élément central est de faire partie de la région de l'Asie centrale grâce à la connectivité et à l'intégration. Il est dans l'intérêt commun de tous les pays de la région et des partenaires de l'Afghanistan en dehors de la région d'appuyer ces efforts.

Je vous remercie vivement pour votre leadership, Monsieur le Président.

M. Delattre (France) : Qu'il me soit permis d'abord de remercier le Kazakhstan d'avoir pris l'initiative de cette séance importante et plus généralement d'avoir placé l'Asie centrale et l'Afghanistan au cœur de l'attention du Conseil de sécurité en ce mois de janvier. Alors que le Conseil de sécurité rentre tout juste de Kaboul, cette séance est l'occasion de réaffirmer l'importance que nous attachons collectivement à la sécurité et au développement de cette région du monde. Je remercie également le Secrétaire général pour sa présentation.

Enfin, la France s'associe au discours qui sera prononcé par l'Union européenne. Je m'en tiendrai aujourd'hui à trois remarques principales.

Ma première remarque porte sur la situation en Afghanistan. Je l'ai dit, le Conseil de sécurité vient juste de se rendre à Kaboul, une première depuis 2010. Et je tiens, au nom de la France, à remercier les autorités afghanes de leur accueil et à saluer la détermination dont elles font preuve dans la poursuite de la consolidation démocratique du pays.

Le niveau très élevé d'insécurité et de violence en Afghanistan demeure une source de préoccupation majeure pour la France. Les confrontations armées et les attaques terroristes répétées continuent de déstabiliser fortement l'ensemble du pays. À cet égard, la France partage la détermination des autorités afghanes et de nos alliés à lutter contre le terrorisme, y compris son financement. Outre la nécessité de poursuivre les réformes engagées en vue d'instaurer une gouvernance plus efficace et mieux à même de servir la population et de renforcer l'état de droit, la France encourage l'Afghanistan à se concentrer notamment sur deux priorités pour 2018.

La première priorité, c'est la conduite d'élections locales et parlementaires libres et transparentes. Des avancées ont été effectuées dans ce domaine et les préparatifs pour les élections législatives ont été engagés

par les autorités compétentes, et en particulier le Gouvernement et la Commission électorale indépendante. La France encourage les autorités afghanes à poursuivre leurs efforts, avec le soutien de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour assurer un processus électoral inclusif et crédible. Dans cette perspective, la pleine participation des femmes aux processus électoraux, en tant qu'électorales et en tant que candidates, sera essentielle.

La deuxième priorité, c'est la relance d'une dynamique menant à un processus de paix piloté par les Afghans. Cela suppose une relance du dialogue interafghan mais également un engagement sincère et un soutien sans ambiguïté de tous les voisins de l'Afghanistan en faveur de la paix. Nous demandons à chacun un effort renouvelé en ce sens et des engagements concrets. La France a pris note de l'annonce d'une nouvelle réunion du Processus de Kaboul fin février et espère qu'elle permettra de fédérer les initiatives existantes sous l'autorité du Gouvernement afghan.

Ce sont là les deux priorités immédiates. Mais il ne faut certainement pas perdre de vue la fragilité de la situation humanitaire, et en particulier le cas des réfugiés, ainsi que la situation très précaire des femmes et des enfants, qui demeurent, faut-il le rappeler, les premières victimes du conflit.

Ma deuxième remarque porte sur la coopération entre l'Afghanistan et l'Asie centrale, qui est non seulement indispensable mais également porteuse de grandes possibilités. La France remercie le Kazakhstan d'avoir pris l'initiative d'élaborer un projet de déclaration du Président (S/PRST/2018/2) qui, pour la première fois, met en lumière ces liens particuliers qu'entretiennent l'Afghanistan et l'Asie centrale, ainsi que les possibilités qu'ils représentent pour le développement économique et la sécurité de la région. L'Afghanistan et l'Asie centrale partagent en effet de nombreux défis en commun, qui sont autant de domaines dans lesquels une coopération régionale renforcée est nécessaire.

Dans le domaine de la sécurité, nous pourrions citer la prévention de la radicalisation, en particulier des jeunes, et plus généralement la lutte contre le terrorisme et son financement. Ou encore la lutte contre le trafic de stupéfiants, qui continue d'alimenter l'insurrection talibane, favorise la corruption et présente un risque de santé publique majeur pour l'Afghanistan et les pays voisins. À cet égard, l'Initiative du Pacte de Paris, dont l'Afghanistan et les pays d'Asie centrale sont partenaires, demeure un cadre privilégié d'échanges entre tous les

pays concernés par le trafic de stupéfiants produits en Afghanistan.

Dans le domaine du développement économique, il est essentiel que l'Afghanistan puisse tirer parti de sa situation géographique au cœur de l'Asie. Son implication croissante dans de multiples projets visant à accroître la connectivité entre l'Afghanistan et l'Asie centrale ainsi que dans les divers formats de coopération régionale doit être encouragée.

L'énergie et les transports sont deux secteurs clefs à cet égard. L'Afghanistan étant un pays qui souffre au premier chef du réchauffement climatique, cause de sécheresse sévère, il est heureux que la région soit dotée d'un fort potentiel de développement d'énergies renouvelables (hydraulique, solaire et éolienne). La France ne peut qu'encourager les partenaires de la région à investir dans ces énergies et à « verdir » leurs économies. En Asie centrale comme ailleurs, il est important de continuer à promouvoir une approche globale liant objectifs de sécurité et de développement, dans le cadre du Programme 2030.

Ma troisième et dernière remarque concerne l'accompagnement de la communauté internationale, et plus particulièrement le soutien des Nations Unies à l'Afghanistan et l'Asie centrale. Ce soutien passe notamment par la MANUA en Afghanistan et par le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, mais également par toutes les agences des Nations Unies qui œuvrent au renforcement de la stabilité et au développement de cette région. Je souhaite réaffirmer ici le plein soutien de la France à l'action menée par les Nations Unies dans la région, et encourager un renforcement de la coopération entre la MANUA et le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale. Les consultations du Conseil de sécurité, ce lundi 22 janvier, sur les activités du Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, ainsi que le renouvellement prochain du mandat de la MANUA en mars, seront autant d'occasions d'approfondir la manière dont les Nations Unies peuvent continuer à soutenir l'Afghanistan et l'Asie centrale.

Pour sa part, la France continuera à coopérer étroitement avec l'Afghanistan et les pays d'Asie centrale sur les grands enjeux internationaux, à commencer par la lutte contre le terrorisme, dans un cadre bilatéral, mais également au travers de l'Union européenne, qui constitue aujourd'hui un partenaire majeur pour la région. La France continuera également à soutenir la

modernisation de ces pays dans tous les domaines et à œuvrer résolument au renforcement de nos liens.

M. Llorentty Solíz (État plurinational de Bolivie) (*parle en espagnol*) : C'est un privilège de voir S.E.M. le Ministre des affaires étrangères du Kazakhstan présider cette séance. La Bolivie souhaite transmettre ses félicitations à la Mission permanente de la République du Kazakhstan, non seulement pour avoir organisé ce débat, mais également pour avoir été à l'initiative de la rédaction de la déclaration du Président d'aujourd'hui (S/PRST/2018/2) et du voyage effectué à Kaboul au cours de la présidence kazakhe. Nous saisissons cette occasion pour remercier le peuple afghan de son hospitalité lors de la visite du Conseil de sécurité dans le pays, et pour saluer également le travail de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et celui du Représentant spécial du Secrétaire général. La présence des Ministres des affaires étrangères de l'Ouzbékistan, du Kirghizistan et du Tadjikistan, que je me permets de saluer avec le plus profond respect, témoigne de l'importance de cette séance.

La Bolivie souhaite exprimer sa satisfaction quant aux avancées considérables réalisées en matière de diplomatie préventive, fruit du renforcement des relations entre la République islamique d'Afghanistan et les pays d'Asie centrale. Nous considérons que ces expressions de confiance mutuelle constituent un signe évident de volonté de la part de leurs autorités de donner suite au processus qui vise à garantir la paix et le développement pour les Afghans et les peuples qui vivent dans la région. À cet égard, nous encourageons les efforts que déploie le Gouvernement afghan pour promouvoir les mécanismes et les plateformes de coopération régionale, interrégionale et internationale pour parvenir à la paix, la stabilité et le développement durable à long terme dans ce pays et dans les pays voisins d'Asie centrale, comme l'exprime la déclaration du Président que nous adoptons aujourd'hui.

Nous espérons que la stabilité, fragile, que connaît l'Afghanistan s'améliorera afin que le pays puisse compter sur un contexte stable pour la tenue de futurs processus électoraux qui soient transparents et inclusifs. De même, nous considérons qu'il faut donner suite à tous les efforts qui facilitent le dialogue et la coopération entre l'Afghanistan et l'Asie centrale, surtout pour encourager la réalisation d'objectifs communs que sont le développement économique et social, qui soient propices à la prospérité dans la région. Dans ce contexte, les initiatives nationales,

sous-régionales et régionales sont très positives, ainsi que les actions visant à promouvoir la connectivité des politiques de commerce, les finances, l'amélioration des infrastructures et le commerce entre l'Afghanistan et les pays d'Asie centrale et au-delà.

À cet égard, il est important de reconnaître que le manque d'accès du territoire à la mer, aggravé par l'éloignement des marchés mondiaux ainsi que les coûts et les risques élevés liés au transit, impose toujours de graves restrictions aux entrées d'exportations, à l'entrée de capitaux privés et à la mobilisation des ressources internes des pays en développement sans littoral, en particulier les pays d'Asie centrale.

La Bolivie souhaite faire part de sa satisfaction quant aux résultats démontrés au cours de la septième Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan, qui s'est tenue à Achgabat, au Turkménistan, les 14 et 15 novembre 2017, où tant le pays hôte que la République d'Afghanistan, avec 67 autres pays, ont eu l'occasion de présenter des initiatives importantes sur l'énergie et les ressources naturelles, la connectivité, le commerce régional, le développement du secteur privé, la coopération interentreprises et l'appui du monde du travail à l'intégration des femmes dans les activités économiques en général.

La Bolivie est donc convaincue que les projets, les plateformes ou les programmes régionaux, interrégionaux, sous-régionaux et internationaux doivent s'inscrire dans le respect sans équivoque de la souveraineté du peuple afghan sur ses ressources naturelles. Dans un contexte où la communauté internationale tente de remettre la République islamique d'Afghanistan à la place qui lui correspond dans la politique internationale, l'ONU et le Conseil de sécurité doivent se porter garants du respect et de la protection de la souveraineté de ce pays.

La Bolivie prend note de la réunion qui s'est tenue à Beijing le 27 décembre 2017, au cours de laquelle, sous les auspices du pays hôte, la République islamique d'Afghanistan et la République islamique du Pakistan ont conclu d'importants accords bilatéraux par lesquels les deux États ont démontré leur volonté d'améliorer leurs relations bilatérales pour instaurer une coexistence harmonieuse et régler systématiquement leurs problèmes par le dialogue et les consultations intégrales. Nous saluons le rôle du Gouvernement chinois, qui, de façon constructive, encourage le rapprochement entre les deux pays au travers d'un dialogue trilatéral et du

renforcement de la coopération dans les domaines politique, économique et de la sécurité.

D'autre part, la Bolivie exprime sa profonde préoccupation quant à la persistance de la présence de groupes terroristes, comme Al-Qaida et Daech, dans la sous-région. Nous soulignons l'importance de la participation de l'Afghanistan aux mécanismes régionaux de l'Asie centrale pour coopérer à la lutte contre le terrorisme. À cet égard, nous appuyons pleinement les actions du Plan d'action conjoint du Bureau de lutte contre le terrorisme. Nous considérons que tous les efforts tendant à mettre fin à la menace du terrorisme en Afghanistan seront primordiaux pour que la paix et la sécurité soient instaurées définitivement.

Nous estimons aussi qu'il est nécessaire de lutter contre les groupes armés illégaux qui interviennent dans la production, le trafic et le commerce illicite de drogues. La menace à la sécurité et à la stabilité de l'Afghanistan restera latente tant que les activités illégales de ces groupes se poursuivront.

Enfin, la Bolivie est convaincue que la seule manière d'instaurer une paix et une stabilité durables en Afghanistan est de parvenir à un règlement négocié grâce à une collaboration constructive et à des efforts diplomatiques allant dans le sens des intérêts et du bien-être de tous les Afghans. C'est pourquoi nous appelons les pays de la région à renforcer leur engagement à une coopération solide. Nous sommes convaincus qu'il n'existe pas de solution militaire à la situation en Afghanistan, et nous nous associons à toute initiative de dialogue sans exclusive, inscrite dans le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Afghanistan. C'est la raison pour laquelle nous faisons part de notre plein appui au Processus de Kaboul qui, sous la direction du Gouvernement afghan, vise à instaurer la paix, la sécurité et le développement durable dans le pays, au bénéfice de toutes les Afghanes et de tous les Afghans.

M. Tanoh-Boutchoue (Côte d'Ivoire) : La Côte d'Ivoire remercie la présidence kazakhe pour l'organisation de ce débat ministériel sur la problématique relative à la paix, à la sécurité et au développement en Asie centrale et en Afghanistan, sujet de préoccupation majeure qui interpelle le Conseil de sécurité et tous les États de l'Asie centrale, voire au-delà. Je voudrais, à cette occasion, saluer la présence du Ministre kazakh des affaires étrangères, qui préside nos travaux de ce jour, ainsi que celle des autres ministres, vice-ministres et secrétaires d'État aux affaires étrangères ici présents.

Je voudrais aussi rendre hommage à l'Afghanistan pour avoir permis au Conseil d'être sur le terrain en Afghanistan pour constater *de visu* les réalités de ce grand pays, et je saisis l'occasion de remercier le Gouvernement afghan pour son accueil et son hospitalité.

J'aimerais aussi féliciter le Secrétaire général pour son exposé éclairant sur la question qui nous préoccupe aujourd'hui.

Le sujet qui nous réunit met en évidence les liens étroits entre la sécurité et le développement, dans un contexte régional fortement dominé par des préoccupations d'ordre sécuritaire de grande ampleur. Cette problématique, qui est planétaire, se trouve au cœur de la crise afghane, qui dure depuis une trentaine d'années, avec une dimension régionale et internationale marquée, et à laquelle il importe d'apporter une solution globale.

En effet, la situation en Afghanistan suscite de vives inquiétudes, en raison de la complexité des défis d'ordre sécuritaire, économique et humanitaire auxquels ce pays fait face. La responsabilité du Conseil est donc de soutenir les différentes initiatives nationales, régionales et internationales visant à créer les conditions nécessaires à la paix et à la stabilité, indispensables à la prospérité économique. Dans ce contexte, il importe d'appréhender les enjeux et les défis de la stabilisation de l'Afghanistan sous trois aspects : politique et sécuritaire; économique; et régional et international.

Sur le plan politique et sécuritaire, le conflit en Afghanistan constitue un terreau fertile au développement du terrorisme sous toutes ses formes. Le niveau croissant d'activités terroristes menées par les Taliban et la faction afghane de l'État islamique, dans les différentes provinces du pays, contribue à la dégradation continue de la situation sécuritaire, avec des répercussions évidentes sur l'ensemble de la région. Cette situation d'insécurité permanente commande, en urgence, de renforcer les moyens dont dispose la communauté internationale pour circonscrire le niveau de violence dans ce pays. Dans cette même optique, la Côte d'Ivoire rappelle à toutes les parties au conflit la responsabilité qui leur incombe de protéger les civils lors des opérations militaires, et demande que des mesures supplémentaires soient prises pour réduire le nombre de victimes civiles.

Mon pays réaffirme le rôle majeur d'accompagnement que doit jouer le Conseil de sécurité vis-à-vis du Gouvernement afghan, en vue de la relance

et de l'appropriation du processus de réconciliation nationale. Le Gouvernement ivoirien salue, dans ce sens, l'adoption de la stratégie nationale afghane de paix et de réconciliation présentée par le Haut Conseil pour la paix, ainsi que les mesures prises par le Gouvernement pour mettre en œuvre le plan national d'action sur la paix, la sécurité et la promotion des droits des femmes.

La Côte d'Ivoire souligne, par ailleurs, l'importance des élections législatives et présidentielle à venir, et encourage vivement les autorités afghanes à tout mettre en œuvre pour qu'elles se tiennent aux dates prévues, dans un climat de paix, avec la participation de toutes les Afghanes et de tous les Afghans.

En plus des points susmentionnés, la coopération régionale devra être mise à contribution, à travers une mutualisation des moyens de lutte et de renseignement, pour éradiquer les trafics illicites, le blanchiment d'argent et le commerce des armes.

Sur le plan économique, la Côte d'Ivoire se félicite des progrès réalisés par le Gouvernement afghan dans son combat contre la corruption et pour la réduction de la dépendance de son économie vis-à-vis de l'aide extérieure, et l'encourage à poursuivre ses efforts de lutte contre le trafic de stupéfiants, qui constitue une source de financement du terrorisme. Face au phénomène des stupéfiants qui prend de l'ampleur, il incombe à la communauté internationale de mettre en exergue une approche globale coordonnée de lutte contre ce fléau sous toutes ses formes.

La Côte d'Ivoire salue le développement de la coopération économique au sein de l'Asie centrale, et exhorte l'Afghanistan et ses voisins à promouvoir l'intégration économique, à travers des projets économiques régionaux. Dans ce sens, la position géographique de l'Afghanistan, située entre les pays d'Asie centrale fournisseurs d'énergie et les pays d'Asie du Sud consommateurs d'énergie, constitue un atout indéniable.

Sur les plans régional et international, les défis à relever nécessitent une approche de solution régionale et globale. À cet égard, la Côte d'Ivoire exhorte les pays voisins à coopérer pour la stabilisation de l'Afghanistan, et à promouvoir la coopération régionale et le développement économique. Mon pays réaffirme son soutien au Processus de Kaboul, qui offre un cadre global au Gouvernement afghan et à ses partenaires régionaux pour parvenir à une résolution politique et à une paix durable dans le pays. À cet égard, elle appelle

les États de l'Asie centrale et l'Afghanistan à mettre en œuvre les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Le Gouvernement ivoirien souhaite la participation de toutes les parties afghanes, y compris les Taliban, à la prochaine réunion du processus politique, prévue en février 2018. Il réaffirme la nécessité d'améliorer le contrôle aux frontières et le partage des informations entre les organismes nationaux compétents, face à la question du retour des combattants terroristes étrangers, qui constitue aujourd'hui une nouvelle menace à la paix et à la sécurité.

La Côte d'Ivoire salue également les actions des organismes des Nations Unies dans la région de l'Asie centrale et de l'Afghanistan, qui aident ce pays à recouvrer la paix et à renouer avec le développement afin de contribuer à la prospérité de l'Asie centrale. Mon pays préconise donc une coopération et une coordination renforcées entre le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et les organisations régionales compétentes, pour accroître la capacité de la région à relever les défis qui font obstacle au retour de la paix, de la stabilité et du développement dans cette importante et riche partie de notre planète.

M. Meza-Cuadra (Pérou) (*parle en espagnol*) : Ma délégation se félicite de l'initiative prise par le Kazakhstan d'organiser cet important débat sur la sécurité, le développement et les partenariats régionaux en Afghanistan et en Asie centrale. Nous nous félicitons de votre présence parmi nous ce matin, Monsieur le Ministre, ainsi que de celle des ministres de la région d'Asie centrale. Nous remercions aussi le Secrétaire général de son exposé ce matin.

Comme cela a déjà été dit, nous revenons cette semaine d'une visite de travail en Afghanistan, qui nous a permis de comprendre de près et plus directement la problématique du pays et ses incidences régionales et internationales dans un monde de plus en plus interdépendant. À cet égard, nous voudrions remercier le peuple et le Gouvernement afghans de leur hospitalité et réitérer notre appui à l'objectif d'une paix durable dans ce pays. Au vu de notre expérience nationale, il nous semble important de faire le lien entre sécurité et développement dans le cadre d'une approche vaste et intégrée et avec l'appui de la communauté internationale, en particulier des pays voisins.

Je voudrais, à ce sujet, mettre en exergue trois aspects.

Premièrement, remédier aux causes profondes des conflits en Afghanistan est une tâche qui va au-delà du domaine de la paix et de la sécurité, et implique d'investir dans le développement durable d'un pays où la population est éminemment jeune – avec une moyenne d'âge de 18 ans et un taux de pauvreté tournant autour de 39 %. Cette situation est évidemment mise à profit par des groupes extrémistes et des organisations criminelles. À cet égard, nous appuyons les conclusions de l'Examen stratégique de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, à savoir qu'il importe d'axer les efforts non seulement sur le maintien de la stabilité interne, mais aussi sur l'instauration d'une paix durable et sur la réduction de la dépendance de l'Afghanistan envers l'extérieur. La coopération internationale et régionale peut beaucoup faire en la matière, en aidant les Afghans dans leurs efforts visant à atteindre les objectifs de développement durable. La priorité accordée par les autorités du pays à l'investissement dans des projets d'infrastructure et de connectivité régionale, pourrait permettre de prévenir de grands conflits.

Conformément à l'objectif de développement durable 16, nous considérons aussi que l'état de droit et la consolidation d'institutions transparentes, responsables et inclusives constituent des éléments clés pour la promotion d'une société pacifique. À cet égard, nous soulignons le consensus qui existe entre les membres du Conseil concernant la nécessité de respecter le calendrier électoral établi en Afghanistan en vue de l'élection d'un parlement inclusif et représentatif en 2018 et d'un nouveau gouvernement en 2019.

Deuxièmement, il importe aussi de lutter contre le terrorisme en adoptant une approche également large et intégrée qui, outre les causes profondes de ce phénomène, doit aussi porter sur ses liens avec la criminalité transnationale organisée et le problème mondial des drogues sous un angle régional. Nous craignons, comme l'indique l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, que la production d'opium et de pavot en Afghanistan ait augmenté de 87 % et de 63 % respectivement par rapport à l'année dernière, ce qui signifie des ressources supplémentaires pour les groupes qui promeuvent la violence.

Il importe de lutter contre ce fléau à ses différentes étapes – de l'éradication des cultures à des fins illicites à la lutte contre l'accès aux précurseurs et jusqu'à l'interdiction de la consommation, du fait

de ses implications sociales, en passant par la mise en oeuvre de programmes de prévention. À cet effet, la coopération internationale, régionale, triangulaire et bilatérale avec les pays voisins est très importante. D'après notre expérience en la matière, les programmes de développement alternatif au profit des populations impliquées dans la production de drogues sont particulièrement efficaces. Nous sommes disposés à faire profiter les autorités afghanes de cette expérience.

Troisièmement, les partenariats régionaux, sous toutes leurs formes, peuvent faire beaucoup pour la sécurité collective, le développement et la stabilité des parties.

Je voudrais parler brièvement de l'expérience régionale latino-américaine, qui peut se révéler utile pour d'autres régions en développement. Avec le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco), nous avons été les premiers à déclarer notre région zone exempte d'armes nucléaires. C'est aussi la première zone de paix au monde. Grâce à la paix et à divers processus d'intégration et de partenariat, notre région a enregistré ces dernières décennies un niveau de croissance important et a réduit la pauvreté de façon significative.

Tout aussi importants ont été l'intégration avec les pays voisins et le développement des régions frontalières, lequel a été stimulé, notamment lors de rencontres bilatérales périodiques organisées par les chefs d'État respectifs avec la participation de leurs ministres. C'est pourquoi nous nous félicitons que l'Afghanistan et les États d'Asie centrale se soient engagés dans une voie similaire en vue de devenir une zone de paix, de coopération et de prospérité, comme le montre l'adoption du Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale. Nous considérons en outre que l'intégration commerciale et la connectivité territoriale promues par le Gouvernement afghan et les États d'Asie centrale constitueront les piliers de la stabilité et de la prospérité de la sous-région, tout comme à l'époque de la Route de la soie. Comme le dit un vieux proverbe oriental, seul on va plus vite, mais ensemble on va plus loin.

M. Alemu (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Nous remercions une fois de plus la présidence kazakhe d'avoir convoqué cet important débat sur l'établissement, en Afghanistan et en Asie centrale, d'un partenariat régional de référence faisant le lien entre sécurité et développement.

Parce qu'il se tient après la dernière visite effectuée par le Conseil de sécurité en Afghanistan, le présent débat nous donne l'occasion d'y revenir. Nous sommes ravis, Monsieur le Ministre, de vous voir à nouveau présider la présente séance, ce qui atteste de l'intérêt qu'accorde la présidence kazakhe à la situation en Afghanistan et en Asie centrale et au lien qui existe entre sécurité et développement.

Nous remercions le Secrétaire général de son exposé détaillé sur la situation qui prévaut dans cette région.

La situation en Afghanistan a été abordée dans le cadre du débat trimestriel consacré à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), mais ce qui diffère cette fois-ci, c'est que la discussion a lieu après notre très récente visite en Afghanistan, qui a été selon nous très utile et très productive.

Cette visite nous a en effet permis d'exprimer notre solidarité avec le peuple et le Gouvernement afghans et d'avoir une meilleure appréciation des nombreux défis complexes à la paix et à la sécurité auxquels continue d'être confronté ce pays, ainsi que des réelles possibilités qu'il a de se renouveler et de contribuer non seulement à la sécurité de la région, mais aussi à son développement. Rétablir la paix et la sécurité, lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent, promouvoir le dialogue et la réconciliation, favoriser la bonne gouvernance et l'état de droit, organiser des élections législatives et de district, et promouvoir une croissance et un développement inclusifs sont certaines des plus importantes questions que nous avons examinées avec les dirigeants afghans, ainsi qu'avec nombre d'autres parties prenantes.

Il nous est apparu clairement que l'Afghanistan continue d'avoir besoin d'un appui global, durable et coordonné de la communauté internationale dans tous ces domaines. Le fait que le pays ait besoin d'un tel appui et qu'il le mérite n'a échappé à aucun membre de la mission.

On ne peut pas dire que les discussions qui ont eu lieu ici au Conseil sur la situation en Afghanistan aient tenu dûment compte de la dimension régionale. Ce qui est différent aujourd'hui, c'est que nous examinons la question, peut-être pour la première fois, sous son prisme régional. En effet, la situation en Afghanistan ne peut être séparée de la paix, de la sécurité et du développement de la région de l'Asie centrale.

Il ne fait aucun doute qu'un Afghanistan pacifique et stable est essentiel pour la paix, la sécurité et la stabilité régionale en Asie centrale, mais pas seulement. L'Afghanistan est aussi essentiel, comme le sont les autres pays d'Asie centrale, pour la coopération au service du développement mutuellement avantageux dans cette région très importante.

Dans ce contexte, nous saluons l'adoption aujourd'hui de la déclaration du Président (S/PRST/2018/2), qui insiste fortement sur ce point, et félicitons le Kazakhstan de son rôle de facilitateur en tant que rédacteur. L'Éthiopie attache une grande importance à une approche régionale pour faire face aux menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité et promouvoir la coopération au service du développement, aux fins de renforcer le partenariat entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies. À cet égard, nous reconnaissons le rôle important que le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale continue de jouer pour aider les pays de la région à relever les défis communs auxquels ils font face dans les domaines de la paix, de la stabilité et du développement. Nous prenons note de la déclaration adoptée à la réunion des ministres des affaires étrangères des pays d'Asie centrale, qui s'est tenue le 11 décembre 2016 à Achgabat à l'occasion du dixième anniversaire du Centre régional. À cette réunion, les pays de la région sont convenus de renforcer la coopération régionale avec l'appui du Centre. Bien entendu, nous aurons une autre occasion d'examiner cette question et d'autres faits nouveaux concernant le Centre régional la semaine prochaine.

Nous estimons qu'il est d'une importance critique d'optimiser l'efficacité et l'efficacé de l'action de l'ONU en Afghanistan et en Asie centrale, notamment en améliorant la coordination entre les organismes des Nations Unies. Nous espérons que le Centre accroîtra sa coopération et sa coordination avec les organismes compétents des Nations Unies, tels que la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et d'autres organisations régionales, dans l'optique de renforcer la capacité des pays de la région à surmonter leurs difficultés et favoriser une plus grande coopération en leur sein dans l'intérêt de la paix, de la stabilité et du développement pour tous.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de l'Ouzbékistan.

M. Kamilov (Ouzbékistan) (*parle en anglais*) : Je remercie la République du Kazakhstan d'avoir pris l'initiative de convoquer ce débat sur l'Asie centrale et l'Afghanistan au Conseil de sécurité. À l'occasion de son allocution à la soixante-douzième session de l'Assemblée générale, le Président de la République d'Ouzbékistan, M. Shavkat Mirziyoyev, avait souligné que

« [l]a stabilisation de la situation en Afghanistan est une condition préalable importante pour garantir la sécurité de la région mais aussi du monde » (A/72/PV.5, p. 17).

Partant de ce constat, nous sommes convaincus que l'Afghanistan doit rester au centre de l'ordre du jour mondial et que notre détermination commune à promouvoir la paix ne doit pas faiblir. Le choix fait en faveur du processus de paix reste la seule solution pour mettre un terme aux affrontements en cours entre toutes les forces afghanes. Nous pensons que les conditions qui permettront de lancer un véritable processus de règlement pacifique de la situation en Afghanistan sont en train d'être mises en place. Malgré les divergences qui demeurent concernant certains aspects de ce processus, la communauté internationale est de plus en plus consciente du fait que la tenue de pourparlers de paix entre le Gouvernement afghan et l'opposition armée, y compris les Taliban, est la seule solution pour appuyer l'intégration de l'Afghanistan dans le réseau de relations commerciales, économiques et infrastructurelles avec ses voisins.

De toute évidence, la paix en Afghanistan sera bénéfique pour tous les pays de l'immense continent eurasiatique, puisqu'elle permettra la construction de routes et de voies ferroviaires, l'installation de pipelines et le développement du commerce régional et transrégional en général. Mais que faut-il faire pour y parvenir? Premièrement, il doit y avoir un large consensus international et régional sur les questions de base concernant l'établissement de la paix et de la sécurité en Afghanistan. Deuxièmement, il doit y avoir une réconciliation nationale grâce à un dialogue direct entre le Gouvernement central et l'opposition armée.

À cette fin, la République d'Ouzbékistan et la République islamique d'Afghanistan organisent conjointement une conférence ministérielle internationale consacrée à l'Afghanistan, ainsi qu'au processus de paix, à la coopération en matière de sécurité et à la connectivité régionale, qui se tiendra à Tachkent à la fin du mois de mars. De concert avec nos partenaires en Afghanistan, nous avons étudié la

question en détail et sommes parvenus à la conclusion que la réunion de Tachkent serait la suite logique de la deuxième réunion du Processus de Kaboul, prévue pour la fin du mois de février, en ce sens qu'elle permettrait de consolider les résultats obtenus dans le cadre des efforts menés sur le plan international à différents niveaux. En dernière analyse, la tenue d'un forum de haut niveau à Tachkent devrait démontrer que le problème afghan ne restera pas dans l'histoire moderne comme un exemple d'impuissance et d'indifférence de la communauté mondiale face aux défis et aux menaces communs à toute l'humanité.

Comme tout le monde ici le sait, l'Ouzbékistan a acquis une certaine expérience en matière de promotion du processus de paix en Afghanistan. En 1999, à notre initiative, Tachkent a accueilli la réunion du Groupe de contact 6 plus 2 au niveau des hauts représentants des ministères des affaires étrangères des pays voisins de l'Afghanistan, ainsi que de la Russie et des États-Unis, avec la participation de représentants des parties belligères, notamment le mouvement taliban. La Déclaration de Tachkent relative aux principes fondamentaux d'un règlement pacifique du conflit en Afghanistan a été adoptée à l'issue des pourparlers.

Aujourd'hui, l'Ouzbékistan continue d'apporter une réelle contribution au développement de la coopération régionale, en particulier pour ce qui est d'intégrer l'Afghanistan dans le réseau de relations commerciales, économiques et infrastructurelles avec les États d'Asie centrale. Nous considérons que les principaux objectifs de la réunion multilatérale qui se tiendra à Tachkent seront de parvenir à un accord sur les principes fondamentaux du règlement pacifique de la situation en Afghanistan, d'établir un mécanisme pour le lancement de négociations directes entre le Gouvernement afghan et l'opposition armée et de coordonner les actions communes menées par la communauté internationale à l'appui de ce processus. Nous espérons que la conférence permettra de déboucher sur les résultats suivants.

Premièrement, nous souhaitons adopter un document final – la Déclaration de Tachkent –, qui définira les principes et les conditions de base d'un règlement pacifique de la situation et précisera les obligations du Gouvernement afghan et de l'opposition armée, ainsi que celles de la communauté internationale pour ce qui est du lancement du processus de négociation et de l'appui à lui apporter. Deuxièmement, nous espérons dégager un consensus international et

régional sur la promotion d'un règlement politique en Afghanistan. Troisièmement, nous entendons renforcer le rôle central de coordination de la partie afghane dans le processus de règlement politique en Afghanistan. Quatrièmement, nous comptons lancer un appel aux participants à la conférence de Tachkent et à tous les groupes de l'opposition armée en Afghanistan pour qu'ils mettent un terme à la violence et participent au processus de négociation avec le Gouvernement afghan. Cinquièmement, nous espérons que les participants au forum réaffirmeront leurs obligations internationales en matière de lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

Afin d'assurer l'efficacité et la productivité de la conférence de Tachkent, et conformément au souhait exprimé par nos partenaires afghans, nous invitons le Secrétaire général, son Représentant spécial pour l'Afghanistan, la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, et les Ministres des affaires étrangères de la Chine, de la Russie, des États-Unis, de l'Inde, de l'Iran, du Pakistan, de la Turquie, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, ainsi que ceux des pays d'Asie centrale à participer aux travaux de la conférence. L'Ouzbékistan serait reconnaissant aux membres du Conseil de sécurité de l'appui qu'ils voudront bien accorder à cette initiative conjointe avec l'Afghanistan. Nous sommes convaincus que sa tenue permettra de démontrer la détermination de la communauté internationale à assurer la paix et le développement durable dans ce pays.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères du Kirghizistan.

M. Abdyldayev (Kirghizistan) (*parle en russe*) : Je voudrais tout d'abord féliciter sincèrement le Kazakhstan, notre frère, de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours, et dire que nous sommes pleinement convaincus que la République du Kazakhstan contribuera concrètement au règlement des problèmes difficiles auxquels nous sommes confrontés.

Le rôle et l'importance de l'ONU dans la stabilisation de la situation en Afghanistan et le renforcement de la coopération régionale et internationale sont inestimables. Le sujet de notre séance d'aujourd'hui, qui englobe clairement les domaines prioritaires de notre coopération, nos défis communs et les objectifs que nous visons, en est une confirmation

évidente. Nous sommes tous conscients que pour instaurer la paix en Afghanistan, les aspirations du peuple afghan et du Gouvernement d'unité nationale ne suffisent manifestement pas. Ce qu'il faut avant tout, c'est un consensus parmi les membres permanents du Conseil de sécurité.

Le temps a montré que la seule manière de garantir la paix et la stabilité en Afghanistan est de régler sa situation complexe par des moyens exclusivement politiques, en menant des pourparlers de paix et en parvenant à la réconciliation nationale. Cependant, nous devons admettre qu'il y a eu peu de progrès tangibles à cet égard et certainement pas autant que nous l'espérions. Le sang continue à couler entre les parties belligérantes, qui continuent par ailleurs de poser des conditions préalables, rendant le lancement des pourparlers de paix quasiment impossible. Malheureusement, cette impasse risque de se poursuivre indéfiniment, ce qui se traduira pour les civils afghans, notamment les femmes et les enfants, par de nouvelles souffrances et de nouvelles pertes humaines. Par conséquent, à notre avis, la communauté internationale se doit d'aborder le problème de manière réaliste. À cet égard, nous soutenons la proposition de l'Ouzbékistan d'organiser une conférence internationale à Tachkent en mars en faveur d'un règlement pacifique de la situation en Afghanistan, comme vient de l'expliquer le Ministre ouzbek des affaires étrangères, M. Kamilov. Je suis convaincu qu'à l'occasion de cette conférence, il sera possible d'envisager de nouveaux mécanismes pour un règlement pacifique de la situation en Afghanistan.

Nous sommes nous aussi d'avis que la sécurité et le développement de l'Afghanistan et de l'ensemble de la région sont intimement liés. Sans sécurité, il ne peut y avoir de développement et sans développement, il n'y a pas de sécurité. Nous estimons que les pays d'Asie centrale sont prêts à s'engager activement dans le processus d'édification de la paix et de la stabilité en Afghanistan. Nous présentons tous des avantages comparatifs et nos économies peuvent être complémentaires. Cependant, nous rencontrons des problèmes liés à l'insuffisance de l'infrastructure en matière de transport et à un accès limité aux régions et marchés extérieurs. Nous devons tous, à commencer par les pays d'Asie centrale, renforcer véritablement notre coopération et nos efforts, fondés sur des relations de bon voisinage, pour faire avancer le développement durable des pays de la région, y compris l'Afghanistan. Nous sommes aussi bien conscients que c'est avant tout aux pays d'Asie centrale qu'il revient d'instaurer une grande coopération régionale.

Je voudrais rappeler que depuis leur accession à l'indépendance, tous les pays de l'Asie centrale ont lourdement investi dans l'amélioration des infrastructures de transport ferroviaire et routier. Toutefois, il nous faut bien reconnaître que, jusqu'ici, notre démarche a été exclusivement nationale et que de ce fait nous perdons des occasions de nous attaquer efficacement à nos problèmes communs en coordonnant les efforts au niveau régional. Nous estimons que, mis en œuvre selon une approche régionale, ces projets contribueraient à développer le commerce et auraient un impact positif sur la situation socioéconomique de la région. À cet égard, le Kirghizistan a toujours été pour la poursuite des efforts communs visant à élaborer des stratégies coordonnées pour régler les problèmes actuels en matière de coopération régionale et de développement, contribuer au développement pacifique de l'Afghanistan et promouvoir l'intégration économique aux niveaux régionale et interrégionale.

Nous saluons les efforts déployés dans le cadre du Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie » ainsi que les décisions prises à la suite de la septième Conférence des ministres des affaires étrangères, tenue à Bakou à la fin 2017 sur le thème « Sécurité et connectivité économique vers un cœur renforcé de la région Asie ». Le Kirghizistan appuie les initiatives visant à instaurer la paix et à parvenir à la réconciliation nationale en Afghanistan, notamment grâce au renforcement des mesures de confiance entre les pays de la région et à la mise en œuvre conjointe de divers projets en Afghanistan, entre autres mesures.

Il ne fait aucun doute que la production et l'exportation de l'opium afghan sont deux des grands problèmes qui pèsent sur l'Afghanistan et les pays de la région. À notre sens, les partenaires régionaux et internationaux doivent appuyer le plus possible l'initiative de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en vue de promouvoir d'autres possibilités de développement. Dans ce contexte, mon pays appuie pleinement les conclusions et décisions de la conférence internationale organisée les 16 et 17 novembre 2017 à Achgabat. Parallèlement aux mesures pour lutter contre la production illicite et le trafic de drogue et combattre le terrorisme et le radicalisme, il est extrêmement important de poursuivre les efforts conjoints pour intégrer l'économie afghane au reste des économies de la région, notamment des États d'Asie centrale, en développant la coopération et en améliorant les infrastructures régionales, le commerce, l'investissement, le transit et les projets en matière de transport. La septième Conférence

sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan s'est tenue au niveau ministériel à Achgabat, le 15 novembre 2017, sur le thème du renforcement de l'interconnexion et de l'expansion des échanges grâce aux investissements dans l'infrastructure et à une coopération accrue. Plusieurs projets régionaux très importants ont été adoptés à l'issue de ce forum, mais ils ne pourront être mis en œuvre avec succès que si la communauté internationale fournit le soutien financier nécessaire.

Le Kirghizistan considère la République islamique d'Afghanistan comme un partenaire économique important avant tout au niveau régional, et nous déployons tous les efforts possibles pour mettre le plus rapidement en œuvre le Projet pour le commerce et l'approvisionnement en électricité en Asie centrale et en Asie du Sud. Nous sommes résolument convaincus que sa bonne mise en œuvre, en plus de la lumière et de l'énergie, apportera la paix à l'Afghanistan.

Je voudrais saisir cette occasion pour évoquer brièvement les initiatives prises par le Kirghizistan en ce qui concerne l'Afghanistan. Dans le domaine des infrastructures de transport, nous avons soutenu le raccordement des réseaux routier et ferroviaire des pays de la région à ceux de l'Afghanistan. Sur ce plan, nous participons à la mise en œuvre d'un projet de construction de chemin de fer entre la Chine, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan et appuyons la construction de la voie ferroviaire devant relier l'Iran, l'Afghanistan, le Tadjikistan, le Kirghizistan et la Chine, porté par l'Organisation de coopération économique. Nous sommes également en train de construire un nouvel axe routier Nord-Sud au Kirghizistan qui réduira les distances entre nos autoroutes situées dans le nord et l'Afghanistan et le Pakistan. Dans le domaine de l'intégration économique sous-régionale, le Kirghizistan promeut une initiative visant à créer un consortium agricole tripartite Kirghizistan-Tadjikistan-Afghanistan.

En ce qui concerne l'instauration de la paix et de la stabilité en Afghanistan, nous estimons que l'éducation jouera un rôle majeur dans le rétablissement de la paix dans le pays. Nous sommes prêts à envisager de former des étudiants afghans dans nos établissements avec le soutien financier de donateurs étrangers, et nous disposons des compétences scientifiques et éducatives nécessaires. Par exemple, plus de 300 étudiants afghans étudient actuellement dans diverses universités kirghizes.

En conclusion, je voudrais souligner que nous soutenons la volonté de tous les pays de l'Asie centrale

de mettre en place une coopération à long terme avec l'Afghanistan et, aux côtés de nos partenaires internationaux, nous sommes prêts à coopérer pleinement pour relever les défis qui se posent. Le Kirghizistan est conscient de l'importance d'une action coordonnée et d'une approche régionale de la part de la communauté internationale afin de créer une zone de paix, de coopération et de prospérité en Asie centrale et en Afghanistan. À cet égard, nous saluons l'initiative du Secrétaire général visant à faire un meilleur usage de la diplomatie préventive. Nous croyons fermement que ce n'est qu'au moyen d'efforts conjoints que nous pourrons avancer dans le règlement des problèmes politiques et économiques de l'Afghanistan et garantir la sécurité aussi bien dans ce pays que dans le monde entier.

Enfin, j'adresse tous mes vœux de paix et de prospérité à nos frères afghans.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères du Tadjikistan.

M. Aslov (Tadjikistan) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à féliciter le Kazakhstan de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour la première fois de son histoire et à remercier la délégation kazakhe d'avoir convoqué le débat ministériel d'aujourd'hui sur la très importante question de l'établissement, en Afghanistan et en Asie centrale, d'un partenariat régional de référence faisant le lien entre sécurité et développement. Je voudrais également remercier le Secrétaire général, M. António Guterres, pour son exposé très constructif.

La région de l'Asie centrale et de l'Afghanistan – une région qui jadis occupait une position avantageuse en termes de développement politique et économique mondial, était un centre de science, de philosophie et de vie intellectuelle et reliait les civilisations de l'Asie à l'Europe via la Route de la soie – a connu des changements profonds tout au long de son histoire.

Aujourd'hui, nous sommes tout particulièrement préoccupés par la situation en République islamique d'Afghanistan qui continue de se détériorer et les menaces émanant de son territoire. La situation militaire et politique dans les provinces septentrionales limitrophes du pays ne cesse de se compliquer. L'expansion du terrorisme international, la montée de l'extrémisme, de la criminalité transnationale organisée et du trafic de drogues et l'exacerbation des problèmes

environnementaux tels que les changements climatiques et la désertification figurent parmi les défis pressants auxquels la région est confrontée. Face à la situation actuelle, les pays de la région doivent prendre des mesures plus vigoureuses et des engagements fermes en vue de promouvoir la coopération et les partenariats régionaux sur la base d'un système économique équitable, efficace et mutuellement avantageux.

Le Tadjikistan, qui partage une longue frontière avec l'Afghanistan, fait les frais des problèmes de sécurité et ne peut rester indifférent à la situation qui règne actuellement au niveau de cette frontière. Nous sommes vivement préoccupés par le regain d'activité de groupes terroristes radicaux tels que l'État islamique d'Iraq et du Levant, les Taliban, le Mouvement islamique d'Ouzbékistan, le Mouvement Ansarullah et d'autres dans les districts du nord du pays dans un contexte de mouvements importants de stupéfiants, d'armes et de personnes.

Le trafic de drogues est une autre menace qui exige l'adoption de mesures pour assurer la stabilité et la sécurité au Tadjikistan, en Asie centrale et au-delà et qui appelle des efforts conjoints de la part de la communauté internationale. La lutte contre le trafic de drogues et la toxicomanie s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, le terrorisme international et l'extrémisme. Cette lutte est menée grâce à la mise en œuvre de mesures de politique étrangère et de mesures économiques, juridiques, organisationnelles, techniques, opérationnelles, préventives et autres. Les organismes spéciaux chargés de la coordination du contrôle de drogues des États de l'Asie centrale mènent des activités coordonnées dans ce domaine qui présente un intérêt pour tous ces pays.

La République du Tadjikistan, à l'instar de tous les États de la région qui entoure l'Afghanistan, apporte une contribution importante à la lutte contre le trafic de drogues. Grâce aux mesures prises par le Gouvernement tadjik et à l'appui des pays donateurs et des organisations internationales, notamment l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, notre pays a fait des progrès tangibles dans ce domaine. Je tiens à indiquer que le Gouvernement tadjik a adopté une stratégie nationale de lutte contre le trafic de drogues pour la période 2013-2020 et un programme sectoriel pour la mise en œuvre de cette stratégie en vue de lutter contre le trafic de stupéfiants.

Il est incontestable que la lutte contre le trafic de drogues exige des efforts conjoints des pays aux

niveaux régional et international, car aucun pays ne peut contrer à lui seul cette menace et les crimes qui y sont liés. Malheureusement, de nos jours, on n'accorde pas l'attention voulue à la lutte contre le trafic de drogues, alors qu'il s'agit d'une menace croissante, comme en témoigne l'expansion record de la zone de culture du pavot à opium en Afghanistan en 2017. Je me dois de souligner que tous les pays de la région doivent accorder la priorité au renforcement de la coopération en matière de lutte contre le trafic de drogues et à l'élaboration de mesures concertées visant à combattre ce fléau.

Face à la situation militaire et politique complexe qui règne en Afghanistan, il faut non seulement mobiliser les ressources nationales, mais aussi améliorer les infrastructures militaires et de sécurité aux frontières et doter les gardes-frontières de technologies et d'équipements modernes pour assurer une gestion efficace des frontières et prévenir des incidents regrettables à la frontière. Les services de maintien de l'ordre du Tadjikistan et de l'Afghanistan coopèrent étroitement sur ces questions.

Le Tadjikistan, qui est engagé en faveur du rétablissement de la paix et de la sécurité en Afghanistan grâce au développement économique et social, estime que la coopération régionale est un élément important pour renforcer la stabilité dans ce pays déchiré par la guerre et dans l'ensemble de la région. La promotion conjointe de projets dans les domaines des transports, des communications, de l'énergie, des investissements, de l'éducation, des ressources humaines, de la gestion des frontières et dans d'autres domaines peut permettre de jeter les fondements du relèvement et du développement durable en Afghanistan.

Cela peut permettre à l'Afghanistan, qui est situé au carrefour de l'Eurasie, d'avoir accès à certains des marchés les plus dynamiques du monde et de devenir un centre de transit pour l'expansion du commerce entre l'Europe, l'Asie et le Moyen-Orient. À cet égard, je voudrais souligner l'importance que revêt l'exécution rapide des projets régionaux dans les secteurs du transport, des communications et de l'énergie, notamment le Projet pour le commerce et l'approvisionnement en électricité en Asie centrale et en Asie du Sud – CASA 1000. Pour promouvoir les échanges commerciaux avec l'Afghanistan, le Tadjikistan, avec l'aide de la communauté internationale, a construit cinq ponts sur la rivière Panj et établi deux zones économiques libres à la frontière avec l'Afghanistan, ce

qui a permis d'accroître considérablement le volume des échanges entre les deux pays.

Le développement du système éducatif est l'un des facteurs qui contribuent au maintien de la paix et de la stabilité en Afghanistan. Il y a actuellement plus de 500 étudiants afghans dans nos universités. Le Gouvernement tadjik a décidé d'octroyer des bourses à environ 1 000 citoyens afghans jusqu'en 2025.

Le Tadjikistan poursuivra ses efforts pour resserrer sa coopération avec le Gouvernement afghan et les partenaires internationaux sur le plan social, économique et de la sécurité en vue de promouvoir la paix, la stabilité et le développement socioéconomique dans ce pays voisin. Dans le même temps, nous sommes d'avis qu'il est essentiel que la communauté internationale continue d'augmenter l'aide ciblée qu'elle apporte. L'ONU doit jouer un rôle central et de coordination à cet égard. Nous sommes convaincus que les pays de l'Asie centrale doivent intensifier leur coopération économique avec l'Afghanistan. La participation active de l'Afghanistan aux projets régionaux revêt la plus haute importance.

La politique du Tadjikistan dans la région repose sur l'établissement et le renforcement des relations de bon voisinage et l'expansion des pratiques traditionnelles de coexistence fraternelle avec tous les pays voisins. Nous en avons fait une priorité de nos relations internationales.

Nous sommes convaincus que l'appui à la relance économique et au développement social de l'Afghanistan est le meilleur moyen de maintenir la paix et la stabilité dans ce pays et de garantir la sécurité dans la région. Par conséquent, nous appelons la communauté internationale à accroître son aide afin de promouvoir le développement socioéconomique et d'améliorer la situation en matière de sécurité en Afghanistan.

En outre, nous voudrions mettre l'accent sur le rôle que jouent les organisations régionales pour ce qui est du maintien de la paix et de la sécurité en Afghanistan. Par conséquent, nous appelons au renforcement de la coopération entre les institutions compétentes des Nations Unies et les organisations régionales, notamment l'Organisation du Traité de sécurité collective et l'Organisation de Shanghai pour la coopération.

Le Tadjikistan est prêt à nouer un dialogue ouvert et constructif avec toutes les parties intéressées en vue de trouver des solutions aux problèmes ayant trait à la sécurité et à la stabilité auxquels l'Afghanistan et la

région sont actuellement confrontés et de promouvoir le développement économique régional.

Encore une fois, Monsieur le Président, je vous adresse mes sincères félicitations pour votre accession à la présidence du Conseil. Je vous souhaite, à vous et à votre équipe, plein succès dans l'accomplissement de cette noble tâche.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Afghanistan.

M. Karzai (Afghanistan) (*parle en anglais*) : C'est un grand privilège de prendre la parole devant le Conseil de sécurité. Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que le Gouvernement kazakh, de nous avoir réunis pour cette importante séance sur l'Afghanistan et l'Asie centrale. Nous considérons la séance d'aujourd'hui comme une initiative de premier plan sur une question d'une importance stratégique pour la paix et la stabilité en Afghanistan et dans notre région. Nous remercions également le Secrétaire général Guterres de son exposé très intéressant.

Je suis heureux de saluer la présence des ministres des affaires étrangères de nos voisins d'Asie centrale et d'autres pays partenaires. Cette représentation de haut niveau à la présente séance est le signe d'un engagement personnel en faveur de la nécessité impérieuse de garantir une paix et une stabilité durables dans mon pays, ce dont nous sommes profondément reconnaissants.

La présente séance se tient quelques jours seulement après la visite du Conseil de sécurité en Afghanistan. Cette visite a été l'occasion de débattre, de manière générale, d'un certain nombre de questions importantes, allant de la sécurité, du développement et de la coopération régionale à la gouvernance, aux droits de l'homme et à la démocratisation. Nous sommes convaincus que les résultats de cette visite contribueront au renforcement de l'engagement, de la coopération et du consensus de la communauté internationale sur l'Afghanistan.

Une des questions mises en relief durant la visite porte sur le sujet qui nous rassemble aujourd'hui : la stabilité et le développement de l'Afghanistan ne doivent pas être envisagés isolément de la sécurité et de la stabilité de nos voisins et au-delà. À cet égard, la nécessité de renforcer la coopération entre l'Afghanistan et les États d'Asie centrale sur nos problèmes communs et de promouvoir une prospérité partagée a trouvé un nouvel élan.

L'Afghanistan a toujours reconnu l'importance de ses relations avec tous les pays de la région, en particulier les pays d'Asie centrale. Ces liens ont toujours été placés sous le signe du respect mutuel de l'intégrité territoriale de chacun, des intérêts partagés et des affinités culturelles et historiques communes.

En dépit de ces caractéristiques positives, au cours des dernières années, nous avons manqué des occasions d'élargir la portée de notre coopération pour une sécurité, une prospérité et un développement communs. Néanmoins, l'année écoulée a été marquée par un regain de dynamisme dans notre coopération avec les pays d'Asie centrale. Ce dynamisme se fonde sur la ferme volonté du Gouvernement afghan d'accroître la collaboration dans de multiples domaines et secteurs, tels que l'interconnexion régionale, l'énergie, le commerce et le transit, la coopération en matière de sécurité, l'agriculture ainsi que les domaines culturel et éducatif.

Cette nouvelle dynamique s'est manifestée par une série de visites de haut niveau dans la région de l'Asie centrale effectuées en 2017 par de hauts représentants du Gouvernement afghan. En juillet dernier, le Président Ghani s'est rendu à Achgabat et a rencontré le Président turkmène Gubanguly Berdimuhamedow. En août, le Chef de l'exécutif Abdullah s'est rendu à Astana et a rencontré le Premier Ministre kazakh. Et le mois dernier seulement, le Président Ghani a effectué une visite à Tachkent, lors de laquelle il a tenu d'amples discussions avec son homologue ouzbek, le Président Shavkat Mirziyoyev, et signé plus de 20 mémorandums d'accord.

Ces visites ont permis d'ouvrir une nouvelle ère d'association, d'interaction et de coopération sur un programme commun pour notre sécurité, notre développement économique et notre intégration, ainsi que pour le renforcement des liens personnels.

Nous savons tous qu'il n'y a pas de prospérité sans sécurité – une exigence fondamentale dans toute société. Le terrorisme et l'extrémisme violent sont au premier rang des défis interdépendants qui menacent la sécurité et la stabilité de l'Afghanistan et de la région.

Notre lutte contre le terrorisme est menée au nom de la région et du monde entier. Ce combat appelle d'énormes sacrifices de la part des citoyens ordinaires et de nos forces de sécurité et entraîne la perte de nombreuses vies humaines. En dépit de toutes les difficultés, nos forces continuent de repousser les insurgés et les terroristes, notamment les Taliban, le

Réseau Haqqani, Al-Qaida, Daech et le Mouvement islamique d'Ouzbékistan. Rien que ces 10 derniers mois, elles ont mené plus de 2 000 opérations de sécurité dans tout le pays, qui ont entraîné des pertes importantes parmi les insurgés, y compris parmi les combattants terroristes étrangers originaires de la région ou d'ailleurs qui viennent combattre en Afghanistan.

Il nous plaît de constater que plus que jamais, tout le monde s'accorde sur la nécessité absolue de s'attaquer au problème des sanctuaires et des refuges terroristes dans la région. C'est ce qu'ont dit haut et fort de nombreuses composantes de la société afghane au cours de la visite du Conseil en Afghanistan la semaine dernière.

L'expérience a montré que le terrorisme touche chacun d'entre nous, et aucun État n'est capable de l'éliminer à lui seul. Cette tâche exige un effort global. Dans le cadre de notre action commune, nous devons empêcher la radicalisation de nos jeunes, et détecter et prévenir le problème du terrorisme transfrontalier ainsi que les activités criminelles et autres activités illégales.

Nous devons également œuvrer de concert pour surmonter le problème des drogues illicites. Il ne sera possible de progresser dans la lutte contre cette menace que grâce à des efforts communs et collaboratifs, axés sur tous les aspects du problème, notamment la production, la demande, le trafic de produits chimiques précurseurs et la consommation.

Nous avons entrepris des efforts globaux en vue d'améliorer la sécurité et de vaincre le terrorisme. Au-delà de la portée de l'action militaire, nous œuvrons pour garantir le succès de nos efforts de paix avec des éléments de l'opposition armée. Le 28 février, nous organiserons la deuxième réunion du Processus de Kaboul, durant laquelle nous présenterons à la communauté internationale notre feuille de route pour la paix et la lutte contre le terrorisme. Nous comptons sur le plein appui et sur l'adhésion de tous les partenaires du Processus, y compris des États d'Asie centrale.

La réunion du Processus de Kaboul précédera la Conférence de Tachkent sur l'Afghanistan prévue fin mars, que nous allons organiser avec le Gouvernement ouzbek. À cet égard, nous tenons à souligner que ces initiatives doivent contribuer à renforcer les efforts de paix dirigés et pris en main par les Afghans, conformément au Processus de Kaboul, qui reste le cadre global de notre action.

En marge de la Conférence de Tachkent, nous prévoyons également de tenir la première réunion du C5+Afghanistan. Le cadre de coopération du C5+1 pour l'Afghanistan et l'Asie centrale est une importante nouvelle initiative régionale qui permettra de maintenir un dialogue soutenu dans un large éventail de domaines. Les Nations Unies auront sans aucun doute un rôle clef à jouer dans le Processus.

La séance d'aujourd'hui permet également de souligner que l'ensemble dangereux de problèmes auxquels sont confrontés l'Afghanistan et la région ne peut être abordé que si les efforts actuels sont intégrés et que si les piliers paix, sécurité et développement s'imbriquent les uns aux autres. Cet impératif est au cœur du Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie », une initiative dirigée par les Afghans, dont la plupart des pays d'Asie centrale font partie. Cela restera une des priorités de notre action pour renforcer notre coopération avec les pays d'Asie centrale par l'entremise de diverses plateformes, notamment l'Organisation de Shanghai pour la coopération, dont nous espérons bientôt devenir membre à part entière.

Nous entrevoyons également d'autres possibilités de coopération avec le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale dans de multiples domaines. Dans ce contexte, nous nous félicitons des résultats de la réunion ministérielle sur la sécurité et le développement organisée en novembre par le Gouvernement ouzbek, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive. Les efforts déployés dans ce type de cadre nous aideront à surmonter nos problèmes communs. À cet égard, nous estimons que toute approche régionale doit contribuer à harmoniser et consolider les efforts internationaux en cours en matière de sécurité et de stabilité en Afghanistan.

Un autre thème central de notre débat d'aujourd'hui concerne la manière indispensable dont le programme de développement contribue à la sécurité. C'est un principe directeur clef des efforts internationaux pour stabiliser les situations de conflit dans le monde. L'Afghanistan ne fait clairement pas exception.

Ces trois dernières années, le Gouvernement afghan a travaillé sans relâche pour propulser la coopération économique vers de nouveaux horizons. Nous l'avons fait dans le cadre de la Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan, qui a permis des progrès sans précédent depuis son lancement en 2005.

L'année écoulée a été marquée par de nombreuses avancées notables, mais aucune n'a été plus remarquable que celle réalisée dans le domaine de la coopération économique régionale. Ce que nous avons envisagé il y a quelques années est désormais en train de prendre forme et de devenir une réalité. Des projets tels que le Couloir lapis-lazuli de transit, commerce et transport et le chemin de fer des cinq nations, reliant la Chine, la République kirghize, le Tadjikistan, l'Afghanistan et l'Iran, contribueront fortement à l'amélioration de l'interconnexion et stimuleront la circulation des biens, des idées et des personnes.

En 2017, nous avons également progressé dans la mise en œuvre d'autres grands projets, notamment dans l'électricité et le gaz naturel – avec le Projet pour le commerce et l'approvisionnement en électricité en Asie centrale et en Asie du Sud et le projet de gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde. En outre, le port de Chabahar est désormais opérationnel, ce qui permet d'intensifier les flux et le commerce de marchandises. Au fil de l'année, nous nous emploierons à continuer de faire avancer ces initiatives, qui recèlent des retombées positives de grande envergure et qui non seulement contribuent à stimuler le commerce et les transports mais facilitent également l'échange d'idées nouvelles et novatrices au profit de notre prospérité commune, conformément aux objectifs de développement durable y afférents.

Pour terminer, je signale que notre séance ici aujourd'hui focalise notre attention sur l'occasion unique qui nous est offerte – une occasion de faire pencher la balance et de transformer le nœud de menaces régionales, telles que l'instabilité, le terrorisme et autres activités criminelles, en une articulation unissant paix, sécurité, croissance économique et développement au profit de notre prospérité. À cet égard, nous pensons qu'un nouveau coup d'envoi encourageant la mobilisation et la convergence régionales a été donné. C'est à nous de jouer le rôle qui nous revient et de transformer cette nouvelle vision en réalité. L'Afghanistan est convaincu que nos efforts seront couronnés de succès.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Turkménistan.

M^{me} Ataeva (Turkménistan) (*parle en russe*) : Je souhaite la bienvenue au Ministre kazakh des affaires étrangères qui préside la séance du Conseil de sécurité de ce jour et suis convaincue que, sous sa direction avisée, les travaux du Conseil seront couronnés de succès. Nous tenons également à remercier le Secrétaire général de

son exposé et de son implication dans le développement de la région de l'Asie centrale.

Les délibérations initiées par le Kazakhstan aujourd'hui s'attachent aux questions relatives à la paix, à la sécurité et au développement durables dans la région de l'Asie centrale et chez ses voisins les plus proches, en tout premier lieu l'Afghanistan. Le Turkménistan prend une part active aux efforts conjoints entrepris par la communauté internationale pour renforcer la paix, la sécurité et la coopération en Asie centrale. Nous nous sommes forgé une solide expérience en matière de maintien de la paix, laquelle est également nécessaire pour aborder efficacement des questions cruciales telles que l'appui aux processus de désarmement régionaux, la résolution équilibrée des problèmes liés aux ressources hydriques et énergétiques, la garantie du bien-être environnemental et la lutte contre les menaces et les difficultés contemporaines.

Nous prenons note du rôle que joue la diplomatie préventive dans la prévention des conflits, en s'attaquant à leurs causes profondes, en encourageant un climat de confiance entre les pays et en créant des conditions propices à des échanges efficaces entre les États dans les domaines politique, diplomatique, économique, social, environnemental et autres. Le Turkménistan attache une importance particulière aux activités du Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, qui a été créé par une décision du Conseil de sécurité basée sur l'initiative des cinq États d'Asie centrale. Au cours de ses 10 années d'existence, le Centre a fourni aux gouvernements des pays d'Asie centrale une plateforme de dialogue sur les questions régionales les plus importantes, notamment la gestion des ressources partagées, la lutte contre les menaces transnationales que sont le terrorisme, l'extrémisme violent, la criminalité organisée, le trafic de stupéfiants et la traite des êtres humains, et le déploiement d'efforts conjoints pour aider à stabiliser la situation en Afghanistan. Je tiens à remercier le Secrétaire général, les membres du Conseil de sécurité et tous les autres orateurs qui ont salué les efforts d'ensemble déployés par le Centre, lesquels, nous l'espérons, se poursuivront à l'avenir.

Nous convenons sans réserve qu'il existe un lien inextricable entre sécurité et le développement. Le Turkménistan a donc entrepris des projets de grande envergure grâce auxquels les objectifs communs que sont une meilleure qualité de vie et le développement durable seront à la portée des populations de la région. Une facette importante de cette stratégie constructive est

le renforcement de nos relations traditionnelles d'amitié, de bon voisinage et de coopération avec la République islamique d'Afghanistan. Nous avons préconisé sans relâche un règlement pacifique, politique et diplomatique de la situation qui règne dans ce pays voisin. De fait, le Turkménistan appuie concrètement la renaissance socioéconomique et culturelle de l'Afghanistan.

Nous avons fait des propositions constructives visant à mettre au point des mécanismes fondamentalement nouveaux pour stabiliser la situation dans le pays et nous prenons régulièrement des mesures visant à restaurer son économie. C'est ainsi que, avec l'engagement de l'Afghanistan, le Turkménistan a initié les grands projets d'infrastructure qui ont été évoqués ici aujourd'hui. En définitive, toutefois, les problèmes de l'Afghanistan vont bien au-delà de la région et ont des incidences sur les perspectives de développement durable de la communauté internationale tout entière. C'est pourquoi le Turkménistan a toujours défendu sa position de principe selon laquelle il est nécessaire d'élaborer une approche politique, diplomatique et non militaire pour régler la situation dans ce pays voisin.

En tant que participant actif aux efforts de la communauté internationale dans ce domaine, notre pays est convaincu que la paix et la sécurité sont une composante cruciale de la prospérité de la région et de ses populations, y compris de l'Afghanistan. Dans ce contexte, nous estimons que la coopération entre le Turkménistan et l'Afghanistan fait partie intégrante d'un large partenariat international. La perspective du Turkménistan est fondée sur la volonté d'impliquer rapidement notre voisin au sud dans l'intégration régionale, ainsi que de le voir s'associer à différents projets, ce qui permettra une consolidation active de la paix en Afghanistan.

La septième Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan, qui s'est tenue à Achgabat les 14 et 15 novembre 2017, est la prochaine étape logique pour le Turkménistan dans ce domaine. C'est également un nouveau pas en avant vers le renforcement et l'élargissement du partenariat économique régional. Nous appuyons toutes les initiatives régionales et autres, notamment l'initiative de l'Ouzbékistan en faveur de règlement de la situation en Afghanistan.

Nous appelons l'Afghanistan et les partenaires régionaux à maintenir la dynamique actuelle dans le cadre de leurs efforts pour consolider le dialogue et la coopération à l'échelle de la région. Nous continuerons

d'appuyer les activités de coopération et de coordination des efforts entre le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale et de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, de manière à renforcer leur capacité à maintenir la paix et le développement durable dans la région.

Pour terminer, je voudrais dire au Kazakhstan, pays frère, que nous lui souhaitons plein succès à la présidence du Conseil de sécurité ce mois-ci.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

M. Al Habib (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*): Je tiens à remercier sincèrement la présidence kazakhe d'avoir eu l'initiative opportune de convoquer le débat de ce jour. Je crois que le niveau notablement élevé de participation atteste clairement de l'importance qu'attache la communauté internationale à ces séances. Nous partageons pleinement les vues présentées dans la note de cadrage préparée par la présidence pour le débat d'aujourd'hui (S/2018/7, annexe) selon lesquelles le renforcement des alliances et de la coopération régionales, non seulement en Afghanistan et en Asie centrale mais dans toutes les régions du monde, est le modèle le plus adapté pour étoffer le lien inextricable qui unit sécurité et développement.

Plus de 10 ans après son invasion, ni l'Afghanistan, ni la région ni le monde ne sont guère plus sûrs qu'ils ne l'étaient avant cette invasion. C'est un fait. Mais il en va de même de toutes les invasions qui ont été menées dans notre région. L'Afghanistan doit devenir un exemple de coopération régionale et internationale, plutôt qu'un modèle de concurrence. Le monde doit considérer que la situation en Afghanistan donne une occasion de faire prévaloir la paix, la sécurité et la stabilité grâce au développement et de trouver une approche avantageuse pour tous – non seulement pour l'Afghanistan mais pour ses voisins, y compris les États d'Asie centrale, et pour la communauté internationale en général.

Investir dans la coopération à long terme avec l'Afghanistan, renforcer les échanges économiques et la connectivité et développer l'infrastructure régionale, le commerce, l'investissement et les projets dans les domaines du transit et des transports apporte sécurité et bienfaits politiques et économiques non seulement à l'Afghanistan mais aussi à tous ses partenaires dans la région et dans le monde. Ce partenariat aide à assécher le terrain fertile pour les groupes terroristes et extrémistes.

De nos jours, la sécurité et le développement sont des facteurs interdépendants qui se renforcent mutuellement, transcendent les frontières nationales d'un seul État et requièrent souvent l'adoption d'une approche régionale inclusive. L'Iran appelle de ses vœux un Afghanistan pacifique et prospère, étant donné que la sécurité de ce voisin a une incidence directe et indirecte sur la sécurité et le développement à nos frontières et dans la région.

Notre appui au Gouvernement d'unité nationale afghan est indéfectible. Nous nous félicitons de tous les progrès en direction d'un processus de paix dirigé et contrôlé par les Afghans menant à une paix durable et globale en Afghanistan. C'est dans ce contexte que l'Iran a accueilli favorablement le Processus de Kaboul et tous les autres processus similaires, et continue d'y participer afin d'encourager la paix et la sécurité en Afghanistan. Le renforcement de notre coopération régionale avec l'Afghanistan est une priorité et un excellent moyen de consolider la paix, la stabilité et le développement économique dans ce pays voisin. À cet égard, le Gouvernement de la République islamique d'Iran n'épargne aucun effort pour promouvoir nos relations fraternelles avec le peuple afghan. En l'espace d'une décennie, l'Iran a financé en tout plus de 300 projets de développement, notamment de reconstruction et de renforcement des infrastructures, pour un montant total de 500 millions de dollars, y compris des projets tels que les installations du port de Chabahar dans le cadre d'un accord trilatéral entre l'Iran, l'Inde et l'Afghanistan, et la voie ferroviaire reliant Khaf à Hérat.

Nous avons également financé et mis en œuvre de nombreux projets dans les domaines du transfert de technologies et de savoir-faire et de la formation de la main-d'œuvre afghane dans différents secteurs, afin d'aider les Afghans à reconstruire leur pays. Ces projets sont susceptibles de faire évoluer les perspectives économiques régionales et de favoriser la prospérité et la stabilité en Afghanistan.

Outre ces projets, l'Iran accueille depuis plus de 30 ans des millions de réfugiés afghans. Nous continuons de partager avec eux nos biens et services subventionnés, y compris les produits de base, les services de santé publique et l'éducation publique. Rien que cette année, près de 400 000 élèves afghans sans papiers sont inscrits dans nos écoles et y reçoivent une éducation.

Les défis que doit relever l'Afghanistan sont complexes et interdépendants. Le lien étroit qui existe

entre sécurité et développement est trop profond et on ne saurait l'aborder uniquement au moyen de stratégies d'accroissement de la puissance militaire. Par exemple, la hausse de 87 % de la production d'opium est préoccupante, non seulement parce que c'est un signe clair de sous-développement, de revenus bas et de manque d'opportunités économiques, mais aussi parce que les stupéfiants constituent une source majeure de revenus pour les groupes terroristes. En outre, la pauvreté offre un réservoir gigantesque aux groupes terroristes et aux réseaux de trafiquants de drogues en termes de recrutement. La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan joue un rôle crucial en ce moment charnière pour l'Afghanistan et a absolument besoin d'un appui plus important de la part de la communauté internationale.

Pour terminer, je voudrais adresser mes meilleurs vœux au peuple et au Gouvernement afghans frères et les assurer du plein appui de l'Iran dans leurs efforts pour instaurer la paix et la prospérité dans leur pays.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Belgique.

M. Pecsteen de Buytswerve (Belgique) : Je remercie le Kazakhstan pour l'organisation de ce débat important et opportun.

La Belgique souscrit évidemment à la déclaration de l'Union européenne et, en tant que membre du Groupe des Amis de l'Afghanistan, je souhaiterais mettre l'accent, à titre national, sur trois domaines : le développement économique, le contre-terrorisme et la coopération entre la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale.

Premièrement, le développement économique. Nous le savons tous, la paix durable dépend, entre autres choses, du développement économique du pays, et ce développement économique est lui-même étroitement lié au degré et aux efforts de coopération régionale. L'Afghanistan et l'Asie centrale sont situés au carrefour historique entre l'Orient et l'Occident. C'est notre conviction : l'Afghanistan et l'Asie centrale ont tout à gagner d'une coopération économique plus poussée, d'une meilleure intégration des marchés et d'une interconnectivité accrue. Cette intégration devrait être également ouverte sur une zone plus large, qui va de l'Asie du Sud et de l'Est au Moyen-Orient, et jusqu'au

continent européen, de façon à ce que l'Asie centrale puisse à nouveau être ce carrefour.

Deuxièmement, le contre-terrorisme. La coopération régionale est également nécessaire lorsqu'il s'agit de lutter contre la contrebande, la criminalité transfrontalière ou encore le recrutement et le financement des réseaux d'organisations terroristes. Ceci est d'autant plus important que les victoires militaires contre Daech en Iraq et en Syrie nous obligent à présent à nous focaliser sur le retour des combattants terroristes étrangers de ces zones. Nous partageons cette forte préoccupation avec l'Asie centrale et l'Afghanistan et nous appuyons un rôle fort et actif de coordination et de soutien des Nations Unies dans ce domaine. Outre notre soutien financier, la Belgique est également prête à contribuer à ces efforts, à travers le partage de notre expérience et de nos meilleures pratiques. Les institutions des Nations Unies doivent également continuer à soutenir l'Asie centrale par le biais du Plan d'action conjoint pour l'application de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Nous pensons qu'une attention suffisante doit être accordée à la prévention de l'extrémisme violent, en particulier auprès des jeunes, car il s'agit là d'une des causes profondes du terrorisme. Le Bureau de lutte contre le terrorisme, la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale doivent continuer à jouer un rôle important dans ce domaine.

Troisièmement, la contribution des Nations Unies. Ceci m'amène à la coopération entre la MANUA et le Centre régional pour la diplomatie préventive. Une telle coopération et une meilleure coordination sur le terrain sont particulièrement urgentes dans le cadre de la lutte contre le trafic de stupéfiants et le trafic d'êtres humains. Comme en témoigne l'importante représentation au débat d'aujourd'hui, je me réjouis de l'engagement des pays d'Asie centrale dans la stabilisation et le développement de l'Afghanistan.

Pour terminer, je ne voudrais pas passer sous silence la visite toute récente effectuée par le Conseil en Afghanistan. Je salue cette visite qui est un signe du soutien de la communauté internationale au Gouvernement afghan. La Belgique félicite le Gouvernement pour son engagement et son dynamisme renouvelé en faveur des pourparlers de paix, comme ont pu le constater les membres du Conseil. Les pourparlers de paix doivent mener à une solution durable du conflit, mais ne peuvent aboutir que s'ils sont soutenus unanimement

par la région et par la communauté internationale. Le succès de ces pourparlers donnerait une forte impulsion à une stabilisation pérenne du pays et, au-delà, au développement économique de l'Afghanistan, de ses voisins directs et des pays d'Asie centrale.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Allemagne.

M. Heusgen (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je voudrais avant toute chose exprimer les condoléances du Gouvernement et du peuple allemands suite au tragique accident d'autobus qui a coûté la vie à de nombreux Ouzbeks.

Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué le débat d'aujourd'hui et permis à l'Allemagne d'y participer. Je tiens à féliciter la présidence kazakhe d'avoir inscrit cette question à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Je rappelle qu'il s'agit de la troisième initiative du Kazakhstan à ce sujet : il y a eu d'abord la réunion qu'il a organisée selon la formule Arria de concert avec l'Afghanistan et l'Allemagne en novembre dernier; ensuite, le voyage du Conseil à Kaboul la semaine dernière, dont le résultat est très intéressant; et aujourd'hui, ce débat ministériel auquel participent plusieurs ministres de haut rang. Je félicite donc à nouveau la présidence kazakhe d'avoir inscrit le partenariat régional avec l'Afghanistan à l'ordre du jour.

Je voudrais insister sur ce que la majorité des orateurs ont déjà dit, à savoir que le fil conducteur qui se dégage du débat d'aujourd'hui, c'est l'appui à un processus politique et de paix dirigé et pris en main par les Afghans, ce qui est très important. Comme mon collègue français l'a indiqué précédemment, les élections constituent la première priorité du processus politique. Elles doivent être prises en main par les Afghans, être organisées dans les délais prévus et être légitimes afin que tous les Afghans puissent y participer. Cela dit, lorsque nous parlons d'un processus dirigé et pris en main par les Afghans, il va sans dire que l'appui international est également indispensable. À cet égard, si vous me le permettez, Monsieur le Président, je tiens à vous féliciter de la coopération régionale promue par le Kazakhstan et d'autres pays d'Asie centrale. Je pense que cette coopération est très encourageante. Il est clair qu'elle inclut l'Afghanistan comme membre à part entière du groupe C5+1. Après avoir écouté les pays d'Asie centrale, il est manifeste qu'ils fournissent un appui considérable à l'Afghanistan. Ils aident de nombreux étudiants afghans en leur offrant des bourses et ont lancé diverses autres initiatives, telles que la

Conférence de Tachkent, dont j'ai entendu parler pour la première fois aujourd'hui. Le Kazakhstan a exprimé son appui à cette conférence et l'Allemagne fera de même, bien entendu, dans la mesure où elle est prise en mains par les Afghans.

L'Allemagne a toujours appuyé l'approche régionale de l'Union européenne, par exemple lorsque nous en assumions la présidence en 2007. Nous avons lancé un accord de coopération entre l'Union européenne et l'Asie centrale, dont nous appuyons et espérons le renouvellement en 2019. Toutefois, je ne souhaite pas préjuger de la déclaration qui sera faite par l'observatrice de l'Union européenne, à laquelle l'Allemagne, comme je l'ai déjà dit, s'associe pleinement.

Je voudrais évoquer un dernier point concernant l'appui de la communauté internationale et de l'ONU. J'ai écouté attentivement la déclaration faite par le Ministre des affaires étrangères du Kazakhstan en ce qui concerne le rôle important joué par l'ONU. Je suis tout à fait d'accord avec le fait qu'il devrait y avoir une plus grande coordination entre les diverses activités de l'Organisation. Cela va également dans le sens des propositions formulées par le Secrétaire général en ce qui concerne une plus grande cohésion de l'ONU à l'étranger. Je voudrais également souligner l'importance du Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, dont le Directeur se trouve parmi nous aujourd'hui. Je partage pleinement les remarques faites par le représentant de l'Éthiopie en ce qui concerne le Centre régional, que l'Allemagne appuie pleinement.

Lorsque des pays et régions déclarent qu'ils appuient l'Afghanistan, il est très important qu'ils adoptent une approche cohérente basée sur une bonne compréhension des liens qui existent entre les dimensions humanitaires, de paix et de développement. J'ai trouvé très encourageant que presque tous les participants à la séance d'aujourd'hui aient déclaré que sans développement il ne pouvait y avoir de sécurité. Ce concept a été parfaitement exprimé par notre collègue suédois lorsqu'il a souligné l'importance du lien qui existe entre développement et sécurité. J'abonde tout à fait dans son sens. Ses remarques m'ont semblé encourageantes, et je crois que tout le monde les soutient. Le Ministre russe des affaires étrangères a également mentionné l'importance d'un développement économique et social durable en Afghanistan.

Le Secrétaire général a mis en lumière les ramifications de ce développement et je voudrais

m'associer à ce qu'il a dit en ce qui concerne la nécessité d'une coopération dans le domaine de l'eau à l'échelle de la région, compte tenu des changements climatiques et de la hausse des températures. L'eau, l'énergie et les infrastructures – avec les diverses initiatives proposées – sont toutes essentielles. Par ailleurs, le développement économique et le commerce sont des éléments clefs pour éliminer la production d'opium et les conséquences désastreuses qui en découlent, et mettre en place d'autres possibilités.

L'Allemagne soutient l'Afghanistan depuis de nombreuses années. L'appui que nous avons fourni aux populations civiles ces dernières années, y compris au cours de l'année écoulée, s'élève à plus de 400 millions d'euros. L'Afghanistan est l'un de nos principaux partenaires de coopération économique et continuera de l'être. Toutefois, il est également vrai que sans sécurité, il est probable qu'il n'y aura pas de développement. Dès le départ, l'Allemagne a apporté son appui à l'OTAN en étant le deuxième plus grand fournisseur de contingents. Nous nous concentrons sur le nord de l'Afghanistan que nous essayons de stabiliser et où nous nous employons à aider nos amis afghans en fournissant une formation, des conseils et une assistance aux Forces nationales de sécurité afghanes. Nous présidons également le Groupe de contact international sur l'Afghanistan dans le cadre duquel nous cherchons à renforcer la cohésion internationale en faveur de la paix et de la stabilité dans la région.

Dans le même temps, nous savons qu'il n'y a pas de solution militaire à la crise afghane. C'est pourquoi nous appuyons pleinement le processus de paix entre les Afghans, qui doit être dirigé par les Afghans. Nous sommes également favorables à la réunion qui doit se tenir à Kaboul le 28 février. Toutefois, en ce qui concerne un accord – et nous espérons tous qu'un accord politique sera conclu – je suis d'accord avec les remarques faites par le Vice-Secrétaire d'État des États-Unis et le Vice-Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, qui ont déclaré que cet accord ne devait pas se faire au détriment des progrès accomplis à ce jour.

Nous avons entendu des statistiques très impressionnantes en ce qui concerne le nombre de filles scolarisées et le rôle des femmes. Je crois qu'il est très encourageant de constater que nos collègues sont venus avec des femmes afghanes pour prouver que des progrès avaient été accomplis. Ces progrès doivent être préservés.

À l'issue de la séance d'aujourd'hui, je n'ai aucun doute que le Kazakhstan veillera à ce que la question du partenariat régional en Afghanistan reste inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Il pourra compter sur le soutien indéfectible de l'Allemagne.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde.

M. Akbaruddin (Inde) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé le débat d'aujourd'hui sur l'Afghanistan et d'avoir choisi le thème « Établissement, en Afghanistan et en Asie centrale, d'un partenariat régional de référence faisant le lien entre sécurité et développement ». Nous remercions également le Secrétaire général d'avoir partagé ses vues sur un sujet qui est si étroitement lié à la stabilité de notre région.

L'Afghanistan est le véritable cœur de l'Asie et un élément clef de l'économie de la région. Comme l'ont souligné plusieurs autres orateurs, sécurité et développement sont étroitement liés, et ce lien doit sous-tendre les politiques et les actions de tous les acteurs aussi bien conceptuellement qu'opérationnellement. Toutefois, dans le cas de l'Afghanistan, ce lien est biaisé dans un sens seulement, à savoir l'incidence que la dégradation des conditions de sécurité exerce sur le développement.

On peut constater les incidences néfastes des conditions de sécurité actuelles sur l'Afghanistan dans la dernière *Mise à jour sur le développement de l'Afghanistan* publiée par la Banque mondiale. De 2003 à 2012, l'Afghanistan a enregistré un taux de croissance économique annuel de 9,6 %. L'an dernier, ce taux était de 2,6 %, qui est plus élevé que le taux de 2,2 % enregistré en 2016, qui représentait également une amélioration par rapport au taux de croissance pour la période 2014-2015, qui était plus faible. Selon les estimations, l'an prochain, le taux de croissance devrait atteindre 3,2 % si les conditions de sécurité ne changent pas.

Nombreux d'entre nous qui participons à des projets de développement et d'infrastructure en Afghanistan savent bien qu'on utilise une quantité disproportionnée de ressources pour protéger les projets et les infrastructures qui ont été mis en place, alors que celles-ci devraient servir à l'exécution de nouveaux projets dans le pays. Même si nous sommes souvent témoins d'attaques contre des barrages, des écoles, des bâtiments du Parlement et des centrales électriques, les attaques contre la population ont une incidence plus

néfaste sur le développement du pays. Les attaques contre les jeunes dans les écoles afghanes, contre les femmes dans les hôpitaux afghans et contre les fidèles dans les mosquées afghanes nous rappellent brutalement que l'esprit même de l'Afghanistan est systématiquement menacé et marqué par ceux qui croient que la violence est le seul moyen d'atteindre leurs objectifs.

Les peuples de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud ont toujours été connectés au travers des siècles. Nous avons beaucoup de points communs en matière d'art, de culture, d'idées, de connaissances, de langues et de traditions. Ces liens, bien qu'affaiblis par des décennies de guerre et d'instabilité dans la région, demeurent résilients, même face aux forces de la désintégration et de la division. Il faut redynamiser et rétablir ces liens aujourd'hui. Pour reconnecter et raviver les points communs au sein de la région, nous devons nous attaquer à ces forces de la désintégration et de la destruction.

Nous sommes convaincus que l'Afghanistan doit être le point de départ de nos efforts pour garantir la connectivité entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud dans tous les domaines, tel que l'a indiqué notre Premier Ministre, M. Shri Narendra Modi – de la culture au commerce; des traditions à la technologie; des investissements aux technologies de l'information; des services à la stratégie; et des populations à la politique –.

Sur la base de notre vision d'une région connectée, en 2017, nous avons créé des couloirs aériens entre l'Inde et l'Afghanistan pour surmonter les obstacles imposés par la géographie et les mentalités qui nuisent au bien-être du peuple afghan. Nous avons aussi coopéré avec l'Iran et l'Afghanistan pour faciliter la circulation des marchandises entre nos deux pays à travers le port de Chabahar. Cela permet également d'ouvrir des possibilités de connectivité terrestre entre l'Inde et la région de l'Asie centrale.

Les visites effectuées au cours des trois derniers mois en Inde par le Président Ashraf Ghani et le Chef de l'exécutif Abdullah Abdullah ont donné un nouvel élan au partenariat élargi en matière de développement établi par nos deux pays en septembre 2017. Ce partenariat porte sur plusieurs domaines, notamment l'éducation, la santé, l'agriculture, les infrastructures, l'énergie renouvelable, l'approvisionnement en eau potable et le développement des ressources humaines. Les contacts entre nos deux peuples vont des universités aux terrains de cricket en passant par le commerce et les investissements.

Pendant des milliers d'années, l'Afghanistan était situé au cœur de l'Asie. Des villes comme Kaboul, Balkh, Hérat, Kandahar et Bamiyan faisaient partie des pôles principaux au carrefour de l'histoire à travers lesquels le commerce, la culture, les religions, les philosophies syncrétiques et les technologies circulaient librement pour atteindre tous les coins de l'Eurasie. C'est pourquoi nous appuyons le souhait du Gouvernement et du peuple afghans, exprimé par le Président Ghani, de voir leur pays retrouver son ancien statut de carrefour de l'Asie. L'Afghanistan a toujours été au cœur des réseaux : un carrefour et un lieu de rencontres, de civilisations, de religions, de cultures et bien évidemment, d'armées et de commerçants, ainsi que de pèlerins. Nous espérons qu'il redeviendra le véritable centre de la prospérité de notre région.

Nous aspirons à voir l'Afghanistan reprendre la place qui lui revient et nous restons déterminés à travailler en étroite coopération avec nos partenaires régionaux et internationaux pour rétablir la paix, la sécurité, la stabilité et la prospérité en Afghanistan. C'est dans cet esprit que notre Premier Ministre, lors de sa visite en Afghanistan le 24 décembre 2015 pour inaugurer le bâtiment du Parlement, a fait escale à Lahore, au Pakistan. Malheureusement, cette visite a été suivie le 1^{er} janvier 2016 d'un attentat terroriste odieux et barbare contre la base aérienne de Pathankot, perpétré et planifié par ces mêmes mentalités qui s'attaquent quotidiennement à l'esprit de l'Afghanistan. Ces mentalités font une distinction entre les bons terroristes et les mauvais terroristes et refusent de voir le bien-fondé de la paix. Les gens qui ont ce genre de mentalités refusent de se joindre aux efforts visant à faire avancer la région pour bâtir un avenir commun pour nos peuples et nos jeunes. Ces mentalités doivent changer.

Nous rendons hommage au sacrifice ultime consentis par les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes pour la cause de l'humanité et aux efforts qu'elles déploient pour lutter contre le terrorisme qui émane de l'extérieur de l'Afghanistan. Le terrorisme et l'instabilité provenant de l'extérieur du pays constituent une menace extrêmement grave pour la paix, la stabilité et la prospérité de l'Afghanistan, et la tendance à l'exacerbation de la violence terroriste met en péril notre région tout entière.

Il existe un dicton afghan bien connu dont la traduction approximative est la suivante : « Si l'eau est boueuse en aval, il ne faut pas perdre du temps à la filtrer; mieux vaut aller en amont pour la purifier ».

Par conséquent, il ne suffit pas d'appuyer ceux qui sont en faveur de la paix en Afghanistan. Nous devons nous attacher à relever les défis qui pèsent sur notre région, notamment l'Afghanistan, qui découlent du terrorisme transfrontalier émanant des refuges et des sanctuaires. En agissant ainsi, nous pourrions inverser la tendance au déclin qu'a connu l'Afghanistan.

Le Conseil vient de rentrer d'une visite couronnée de succès en Afghanistan. Je suis sûr qu'au cours de cette visite, lors de leurs nombreux échanges avec un échantillon représentatif d'interlocuteurs afghans, les membres du Conseil ont entendu ce dicton afghan bien connu : « Un signe suffit aux sages pour comprendre ».

Nous espérons que le Conseil agira avec sagesse pour promouvoir une vision d'un avenir partagé et connecté pour le bien des peuples de la région en s'attaquant aux problèmes difficiles auxquels l'Afghanistan est confronté en matière de sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Turquie.

M. Begeç (Turquie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Kazakhstan d'avoir organisé ce débat important. Nous nous félicitons de l'attention considérable accordée à la situation en Afghanistan pendant la présidence kazakhe du Conseil de sécurité.

La mission que le Conseil a effectuée récemment à Kaboul a démontré clairement sa détermination à appuyer le Gouvernement et le peuple afghans dans leurs efforts pour reconstruire leur pays. Nous remercions le Kazakhstan d'avoir pris l'initiative d'organiser cette mission.

Nous sommes convaincus que l'Afghanistan, qui est situé au cœur de l'Asie, est indissociable de l'Asie centrale. La sécurité, la stabilité et la prospérité de l'Afghanistan revêtent une importance capitale pour l'Asie centrale et les autres régions voisines et sont essentielles au maintien de la paix et de la sécurité mondiales.

Le règlement des problèmes auxquels l'Afghanistan continue de faire face en matière de lutte contre le terrorisme, la radicalisation, l'extrémisme violent et la production illégale et le trafic de stupéfiants revêt également une importance cruciale pour les pays de l'Asie centrale et au-delà. Par conséquent, les acteurs régionaux et la communauté internationale dans son ensemble ont des responsabilités et des rôles importants pour ce qui est d'aider l'Afghanistan à relever ces défis.

Il ne serait pas réaliste d'envisager l'instauration durable de la paix et de la stabilité en Afghanistan sans l'appui des pays voisins et des pays de la région. Par conséquent, des contacts constructifs et continus entre la communauté internationale et les acteurs régionaux peuvent contribuer à créer un climat propice à une véritable coopération.

La sécurité et le développement en Afghanistan sont étroitement liés. Il ne peut y avoir de développement sans sécurité, et la sécurité ne peut être pérenne sans développement. Il est nécessaire de renforcer la prise en main et la coopération régionales afin de progresser sur les deux fronts. Nous nous félicitons donc des initiatives et des efforts récents visant à renforcer l'interaction et la coopération entre l'Afghanistan et les pays d'Asie centrale. Nous estimons que de telles initiatives sont complémentaires à l'ensemble des efforts pour renforcer la coopération régionale ciblée de l'Afghanistan.

Notre vision pour l'Afghanistan est celle d'un pays pacifique, sûr et stable, qui entretient de bonnes relations de coopération avec ses voisins, tout en étant au cœur de grands projets régionaux de coopération dans les domaines de l'infrastructure, du commerce et des transports. Dans cet esprit, nous estimons que la récente signature, à Achgabat, de l'accord sur le Couloir lapis-lazuli de transit, commerce et transport permettra également de consolider les fondements de la coopération régionale en encourageant le commerce.

La Turquie continuera de contribuer aux efforts de coopération régionale, notamment dans le cadre du Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie », que nous sommes heureux de coprésider pour la deuxième fois cette année. Accroître la coopération avec le Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie » n'est pas seulement à l'avantage de l'Afghanistan, c'est aussi un instrument utile permettant à l'ensemble de la région de réaliser pleinement son potentiel en matière de développement économique, d'investissement et de commerce.

Nous voudrions également souligner qu'un processus de paix et de réconciliation dirigé et contrôlé par les Afghans est indispensable pour instaurer une paix durable dans le pays. Il faut renforcer le dialogue et la coopération entre les acteurs régionaux pour que les efforts de paix et de réconciliation aboutissent à des résultats concrets. Par conséquent, nous attendons avec intérêt la tenue fructueuse de la deuxième réunion du Processus de Kaboul, prévue prochainement. La Turquie reste prête à contribuer du mieux qu'elle peut aux efforts

de paix et de réconciliation dirigés et contrôlés par les Afghans.

Pour conclure, nous tenons à souligner que le peuple afghan est en droit d'espérer un avenir meilleur. L'engagement et l'appui constants des pays de la région, notamment des pays d'Asie centrale, ainsi que de l'ensemble de la communauté internationale, sera crucial pour aider le Gouvernement et le peuple afghans à avancer sur cette voie. À cet égard, il nous plaît de voir que plusieurs ministres, y compris de pays d'Asie centrale, participent à la séance d'aujourd'hui. La Turquie reste prête à contribuer à tous les efforts à cet égard, aussi longtemps que notre aide sera nécessaire.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Pakistan.

M^{me} Lodhi (Pakistan) (*parle en anglais*) : Au nom de la délégation pakistanaise, je voudrais féliciter le Kazakhstan de son accession à la présidence du Conseil de sécurité et d'avoir organisé ce très important débat à un moment tout à fait opportun.

C'est presque une évidence mais il ne saurait y avoir de développement sans paix, ni de paix sans développement. La situation en Afghanistan illustre tout à fait la façon dont l'absence de sécurité entrave le développement économique et, inversement, la façon dont l'absence de développement économique alimente et engendre les conflits et l'insécurité. Malgré la présence importante de forces militaires étrangères et les gigantesques sommes qui ont été consacrées à l'assistance, la sécurité se détériore et la croissance économique est anémique en Afghanistan. Pourtant, l'Afghanistan recèle de grandes promesses. C'est un pays qui bénéficie d'une position géographique stratégique, qui peut servir de pont entre ses nombreux voisins, entre l'Asie du Sud et l'Asie centrale et entre l'Asie de l'Ouest et l'Asie de l'Est.

Le poète Muhammad Iqbal, qui a été le premier à nourrir la vision d'un Pakistan indépendant, a également décrit l'Afghanistan comme le cœur de l'Asie. Avec beaucoup d'intuition, le poète oriental affirmait, il y a plus d'un siècle, que si l'Afghanistan était instable, l'Asie serait instable; mais qu'à l'inverse la paix en Afghanistan apporterait paix et prospérité à toute l'Asie. Le peuple afghan a payé un lourd tribut depuis plus de quatre décennies d'invasions étrangères et de guerre civile sanglante. Mais c'est aussi le cas du peuple pakistanais, son voisin le plus proche. En effet, c'est toute la région

qui a été ébranlé par la guerre, les troubles, le terrorisme, la drogue et l'instabilité provenant de l'Afghanistan.

Au Pakistan, nous sommes conscients des défis redoutables que doit relever l'Afghanistan pour atteindre le développement socioéconomique. Nous nous félicitons des réformes économiques et dans le domaine de la sécurité envisagées par le Gouvernement afghan. Le renforcement des relations bilatérales est une priorité pour mon gouvernement. Nous avons pris un certain nombre d'initiatives visant à appuyer le développement économique de l'Afghanistan. Nous avons fait tout notre possible pour améliorer le transit du commerce afghan par nos ports. Nous attendons avec intérêt le jour où le commerce de transit en provenance d'Asie centrale pourra passer par l'Afghanistan et le Pakistan, ce qui est la route la plus courte vers la mer d'Arabie. Cinquante mille étudiants afghans ont étudié dans des universités de mon pays, et nous offrons également 3 000 bourses d'études à nos frères et sœurs afghans. Le Pakistan est également engagé dans plusieurs projets, comme le projet de gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde et le Projet pour le commerce et l'approvisionnement en électricité en Asie centrale et en Asie du Sud, qui contribueront à l'intégration économique de l'ensemble de la région. Au cours de la décennie écoulée, le Pakistan a engagé 1 milliard de dollars dans divers projets d'infrastructure, de réseaux routiers et de développement en Afghanistan.

Cependant, aucun de nos efforts pour appuyer le développement économique de l'Afghanistan ne peut être fructueux sans la restauration de la paix. Malheureusement, la guerre civile se poursuit en Afghanistan. Plus de 40 % du pays est soit sous le contrôle des insurgés, soit en guerre, soit non gouverné. Le trafic de drogue garantit aux groupes d'insurgés un revenu financier régulier estimé à près de 400 millions de dollars par an. De fait, avec ses sanctuaires dans le pays et les recettes provenant du trafic de stupéfiants, l'insurrection n'a pas vraiment besoin d'aide extérieure ou de soutiens pour subvenir à ses besoins.

L'Afghanistan et ses partenaires, notamment les États-Unis, doivent donc relever ces défis à l'intérieur de l'Afghanistan plutôt que faire porter à d'autres la responsabilité de mettre fin au conflit. Ceux qui s'imaginent qu'il existe des sanctuaires à l'extérieur du pays devraient vraiment regarder la vérité en face. Et ceux qui parlent de changer les mentalités doivent se pencher sur les activités subversives qu'ils mènent contre mon pays, comme notre capture d'un espion

indien l'a amplement démontré et prouvé sans l'ombre d'un doute.

L'expérience de la communauté internationale a montré à suffisance qu'une paix pérenne n'est possible qu'en mettant fin à la guerre de manière négociée. La déclaration du Président (S/PRST/2018/2) que le Conseil a adoptée ce matin réaffirme une fois encore ce ferme consensus de la communauté internationale. Après 17 années de guerre, il est plus qu'évident que ni le Gouvernement afghan et ses partenaires militaires ni les Taliban afghans ne sont en mesure d'imposer une solution militaire à la partie adverse.

La persistance du recours à la force militaire et l'escalade du conflit sans une stratégie politique et diplomatique en parallèle ne donneront pas de résultats différents de ceux constatés ces 15 dernières années. Cela n'engendra que plus de violence et de souffrances pour le peuple afghan. Cela ne produira pas de solution politique. Et il ne suffit pas de faire semblant de s'intéresser à un règlement négocié et ensuite de se contenter d'appliquer une stratégie axée sur la force et la contrainte en s'imaginant qu'elle pourrait fonctionner.

Nous appelons également les Taliban à renoncer à la voie de la violence et à se joindre aux pourparlers. Les deux parties doivent montrer leur détermination et leur volonté de suivre la voie d'un règlement négocié.

Il est en effet urgent de rechercher une paix crédible et pérenne ainsi qu'un processus de réconciliation en Afghanistan qui vise à trouver une paix négociée. La participation du Pakistan à tous les forums régionaux et internationaux sur la paix et la réconciliation en Afghanistan reflète l'engagement de mon pays et son appui inébranlable à un processus de paix dirigé et pris en main par les Afghans.

Outre l'Afghanistan, c'est le Pakistan qui a le plus à gagner de la paix en Afghanistan. Nous continuons d'accueillir le plus grand nombre de réfugiés au monde sur une période prolongée. Environ 3 millions de réfugiés résident toujours dans mon pays. Mon pays a également été une des principales victimes du terrorisme et de la violence résultant des conflits et des guerres en Afghanistan. Nous combattons et sommes en train de vaincre le terrorisme au Pakistan. La campagne contre le terrorisme lancée par le Pakistan, qui est la plus vaste au monde, avec un déploiement de 200 000 militaires, a permis d'endiguer le terrorisme dans le pays.

Mais notre capacité d'éliminer totalement les actes terroristes au Pakistan dépend du contrôle effectif

de notre longue frontière avec l'Afghanistan. Nous avons appliqué des mesures strictes de gestion des frontières de notre côté de la frontière. Nous attendons avec intérêt que l'Afghanistan fasse de même de son côté de la frontière. Nous sommes également résolus à ne pas permettre que le sol pakistanais soit utilisé pour commettre des attaques contre quelque pays que ce soit.

Pour terminer, je dirai que le chemin qui mène à la paix et au développement en Afghanistan est ardu, mais il est praticable. Certes, la communauté internationale, y compris le Pakistan, les autres voisins de l'Afghanistan et les États d'Asie centrale peuvent contribuer à promouvoir un processus de paix et aider le pays à appliquer son programme de développement, mais c'est en fin de compte aux Afghans eux-mêmes qu'incombe la responsabilité principale de la réalisation de la paix. En ce qui concerne mon pays, nous sommes prêts et déterminés à apporter notre entière coopération, au niveau bilatéral et dans le cadre des divers mécanismes régionaux, pour promouvoir la paix et la sécurité en Afghanistan.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M^{me} Joanne Adamson, Cheffe adjointe de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

M^{me} Adamson (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres. La Turquie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Serbie, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, ainsi que l'Ukraine, la République de Moldova et la Géorgie s'associent à cette déclaration.

Je tiens à remercier la présidence kazakhe du Conseil de sécurité, en particulier le Ministre des affaires étrangères du Kazakhstan, d'avoir convoqué le présent débat qui nous offre une bonne occasion d'échanger points de vue, meilleures pratiques et données d'expérience sur un sujet d'une grande actualité, ainsi que de faire le bilan des initiatives, aussi bien prévues que déjà lancées, qui appuient la paix internationale par le biais de la coopération régionale.

L'Union européenne et l'Asie centrale ont un intérêt commun à voir prévaloir la sécurité et la prospérité en Afghanistan. L'appui international et régional en faveur d'un processus de paix sans exclusive, dirigé et pris en main par les Afghans, est indispensable. À cet égard, la contribution des pays de l'Asie centrale, voisins directs de l'Afghanistan, est essentielle au

succès de tout règlement pacifique constructif du conflit en Afghanistan. De notre point de vue, une stratégie de stabilisation, quelle qu'elle soit, exige une approche régionale robuste. L'Union européenne est prête à aider les parties prenantes afghanes elles-mêmes à créer un environnement propice à un processus de paix entre Afghans. L'Union européenne appuie le Processus de Kaboul pour la paix et la sécurité afghanes, dont la prochaine réunion est prévue le 28 février. L'Union européenne espère que cette réunion donnera lieu à des progrès tangibles s'agissant de déterminer la voie à suivre pour parvenir à un règlement pacifique avec les Taliban.

Une coopération régionale renforcée est essentielle à l'instauration d'une paix et d'une stabilité durables en Afghanistan et dans la région. Cette coopération est indispensable pour le développement durable. L'Afghanistan continue de dialoguer avec ses voisins par le biais de plateformes internationales, comme le Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie » et la Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan. L'Union européenne appuie avec force ces plateformes régionales propres à faciliter la coopération économique et politique entre toutes les parties prenantes régionales.

Nous pensons que le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, à Achgabat, a un rôle important à jouer pour aider les pays de la région, y compris l'Afghanistan, à faire face aux défis communs relatifs à la sécurité et au développement. Dans un tel contexte, la connectivité, qui fait également partie de la stratégie mondiale de l'Union européenne, est la clef de la réussite. L'Union européenne appuie les efforts déployés par les pays d'Asie centrale pour faciliter le commerce et fournir des ressources énergétiques à l'Afghanistan. Le programme d'infrastructure et de connectivité qu'a élaboré l'Afghanistan lui-même vise à développer les transports et la connectivité.

Le chemin de fer du Couloir lapis-lazuli entre l'Afghanistan, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie; le gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde; le Projet pour le commerce et l'approvisionnement en électricité en Asie centrale et en Asie du Sud; et la gestion régionale et transfrontière du bassin hydrographique du Kounar sont autant de projets de connectivité importants pour l'Afghanistan. Ils auront de fortes retombées positives à long terme et vont également dans le sens des intérêts de la communauté internationale. En effet, une connectivité améliorée

pour l'Afghanistan et ses citoyens pourrait entraîner une amélioration du développement économique et des infrastructures. À terme, cela permettra de réduire aussi bien l'aide internationale au développement du pays que l'afflux de migrants et de réfugiés dans la région et au-delà. Sur le plan politique, cela pourrait inciter les partenaires régionaux à s'engager dans un dialogue constructif avec l'Afghanistan et à contribuer à l'avènement d'un Afghanistan plus stable et apaisé.

L'Union européenne reste déterminée à lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes, notamment contre la menace croissante posée par les groupes affiliés à l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), ainsi que contre l'extrémisme violent, qui sont autant de menaces fondamentales contre la paix et la stabilité régionales et internationales. À cet égard, en 2017, l'Union européenne a décidé de fournir davantage d'appui à l'Asie centrale dans sa lutte contre le terrorisme. Un nouveau projet régional est en cours de lancement concernant la diffusion d'informations en rapport avec les conflits, afin d'appuyer les médias locaux à promouvoir la paix et la sécurité et à s'opposer aux tentatives de radicalisation et aux discours qui y sont propices. De même, il est nécessaire d'améliorer la protection des données et la gouvernance d'Internet. Les terroristes exploitent les technologies de l'information et de la communication aux fins de recrutement, de financement, d'intimidation et de diffusion de leurs messages. Une composante cruciale des politiques antiterroristes est la recherche d'un équilibre durable entre liberté et sécurité, afin de prévenir la résurgence de groupes affiliés à l'EIIL. C'est également important en Asie centrale et en Afghanistan. L'Union européenne est déterminée à faire prévaloir les deux concepts. Toutefois, le débat concernant l'opposition entre sécurité et liberté n'est pas encore arrivé à sa conclusion.

Les menaces émanant de la nébuleuse qui unit terrorisme et criminalité organisée, notamment le trafic de drogues utilisé pour financer le terrorisme, qui touche tous les pays de la région, ne peuvent être combattues que par une plus grande coopération politique, économique et sécuritaire. L'Union européenne appuie le programme régional de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime couvrant l'Afghanistan, l'Iran, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Pakistan, la République kirghize, le Tadjikistan et le Turkménistan. L'Union européenne soutient également ses partenaires d'Asie centrale dans leur lutte contre les stupéfiants, dans le cadre du Plan d'action antidrogues pour l'Asie centrale régionale et d'un programme transrégional, à

savoir le programme d'action de l'Union européenne contre le trafic de drogue et la criminalité organisée.

Enfin, l'Union européenne appuie la coopération régionale au niveau des gardes-frontières, afin d'aider l'Afghanistan à favoriser la coopération régionale et à faciliter la sécurité des liens commerciaux avec ses voisins, en particulier en Asie centrale. Dans ce contexte, le projet de l'Union européenne sur la gestion des frontières dans le nord de l'Afghanistan aide la police aux frontières afghanes à mieux sécuriser la frontière nord du pays afin de renforcer la coopération transfrontière, de réduire la criminalité et d'améliorer le commerce légal, les déplacements et les échanges le long de la frontière afghane avec l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan, complétant ainsi des programmes similaires en Asie centrale.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Japon.

M. Bessho (Japon) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cet important débat immédiatement après la mission du Conseil de sécurité en Afghanistan, laquelle a fait suite à une robuste initiative du Kazakhstan. Je remercie également le Secrétaire général de son exposé.

La visite du Secrétaire général à Kaboul en juin 2017 et l'examen stratégique ont été deux étapes importantes pour développer les relations entre l'Afghanistan et l'ONU. Nous apprécions les remarquables efforts déployés par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour s'acquitter du mandat qui lui a été confié. Toutefois, la priorité accordée à la paix et aux conflits, que l'examen encourage, va nécessiter certains changements dans la configuration de la MANUA. Le débat sur la prorogation du mandat de la mission impliquera principalement les membres du Conseil, mais le Japon espère que la voix des différentes parties prenantes qui ont fait preuve d'un grand intérêt dans les délibérations de ce jour sera également prise en compte.

Le Japon s'implique dans les efforts visant à régler divers problèmes auxquels l'Afghanistan et l'Asie centrale sont confrontés. Nous nous efforçons de parvenir à une paix et à un développement durables dans cette région. Il est regrettable que, malgré les efforts considérables du Gouvernement afghan et l'assistance de la communauté internationale, les conditions de sécurité en Afghanistan restent instables et qu'elles fassent peser une menace sur l'Asie centrale. La position du Japon reste inchangée :

seuls des progrès véritables dans le cadre d'un processus de paix dirigé et pris en main par les Afghans pourront entraîner des améliorations significatives de la sécurité. Le Japon appelle l'Afghanistan et les autres parties prenantes régionales à faire front commun pour faire en sorte que le deuxième cycle du Processus de Kaboul, prévu en février, aboutisse à des résultats tangibles.

Dans le cadre de nos efforts pour examiner le lien entre sécurité et développement en Afghanistan et en Asie centrale, le Japon accorde une attention particulière à la mise en valeur des ressources humaines. Nous avons souligné à maintes reprises notre conviction que le potentiel de l'Afghanistan et son capital humain sont propres à jeter les bases du développement économique et de l'autonomie du pays et à renforcer les capacités des activités futures du Gouvernement. En septembre 2017, l'Afghanistan a lancé les travaux de construction de la nouvelle ville de Kaboul. Plus 250 000 logements doivent être construits dans le cadre de ce projet au cours des 30 prochaines années. C'est avec plaisir que nous avons aidé au renforcement des capacités des nombreux experts qui ont mené les travaux de recherche et de planification concernant cet important projet.

Le principal objectif de la coordination à long terme entre le Japon et l'Office des Nations Unies contre le drogue et le crime est d'établir des bureaux de liaison frontaliers afin de lutter contre la drogue et le crime et de former des agents de répression du trafic de stupéfiants. Nous sommes d'avis que ces stagiaires en provenance d'Asie centrale et d'Afghanistan joueront un rôle clef pour prévenir et combattre l'extrémisme violent dans cette région. Le Japon va poursuivre ces initiatives.

Je pense que les acteurs qui participent au débat d'aujourd'hui sont unis dans leur appui à l'Afghanistan, car un Afghanistan stable et prospère n'est pas seulement dans l'intérêt de la région mais de la communauté internationale tout entière. Notre volonté d'aider un Afghanistan autonome s'appuie sur plusieurs accords internationaux, y compris les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et le Cadre de responsabilité mutuelle en vue de l'autonomie. Tandis que nous honorons nos engagements, nous espérons vivement voir l'Afghanistan obtenir des résultats concrets. Il faut absolument que le processus de paix avance en 2018, et qu'il y ait aussi des progrès concernant les élections législatives et provinciales. Le Japon continuera de faire sa part en faveur d'un avenir meilleur pour l'Afghanistan et pour sa population.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Italie.

M. Biagini (Italie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord féliciter le Kazakhstan de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le moins de janvier, et le remercier d'avoir convoqué ce débat aussi opportun qu'important. Nous nous félicitons en outre de l'adoption, à cette occasion, de la déclaration du Président (S/PRST/2018/2).

Nous nous associons à la déclaration que vient de faire l'observatrice de l'Union européenne.

Les partenariats régionaux jouent un rôle de premier plan s'agissant de relever les défis que rencontre l'Afghanistan en matière de sécurité et de développement. Les pays et les peuples d'Asie centrale partagent une histoire commune et entretiennent des relations riches et interdépendantes dans les domaines politique, culturel et économique, avec l'Afghanistan jouant en tant que « cœur de l'Asie » au sens vrai du terme. L'ensemble complexe de menaces transnationales et de défis auxquels est confrontée la région de l'Asie centrale et les possibilités qui s'offrent à elle ont aujourd'hui une incidence directe sur la situation en Afghanistan et sur les perspectives civilisationnelles et de développement à long terme. Je voudrais aborder trois grands aspects.

Le premier concerne les menaces à la sécurité posées par les groupes terroristes et extrémistes violents opérant en Afghanistan. Dans le cadre de la mission Soutien résolu dirigée par l'OTAN, l'Italie continue de se tenir aux côtés de nos partenaires afghans pour renforcer les capacités des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes. Dans le même temps, il est nécessaire, à notre avis, d'adopter une stratégie plus vaste qui traite de la nature complexe et transnationale du phénomène terroriste. Un rôle constructif de tous les voisins et parties prenantes dans la région est donc essentiel pour contrer la menace du terrorisme et de l'extrémisme violent, notamment en privant ces groupes de tout sanctuaire. La prochaine réunion du Processus de Kaboul, que nous appuyons pleinement, peut insuffler la dynamique politique nécessaire à ces efforts communs, qui doivent s'accompagner d'un engagement renouvelé à faire progresser le processus de paix et de réconciliation dirigé et pris en mains par les Afghans.

Deuxièmement, la menace du terrorisme et de ses sources de financement est aussi très étroitement liée à la question du trafic de stupéfiants. Nous sommes très préoccupés par les dernières évolutions décrites dans

le rapport publié dernièrement par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), intitulé *Enquête sur la production d'opium en Afghanistan 2017*, qui fait état d'une augmentation très sensible des cultures d'opium. L'Italie appuie diverses initiatives menées à cet égard, comme le programme régional de l'ONUDC pour l'Afghanistan et les pays voisins. Nous sommes aussi engagés dans une coopération triangulaire efficace visant à renforcer les capacités des policiers afghans dans le domaine de la répression du trafic de stupéfiants.

Troisièmement, l'intégration régionale et le développement économique. Nous appuyons avec force la vision du Gouvernement d'unité nationale, qui est de faire de l'Afghanistan un carrefour d'échanges et d'infrastructures en Asie centrale. L'interconnexion est essentielle pour parvenir à une croissance et à un développement durables en Afghanistan et dans la région. C'est pourquoi l'Italie est fière de son engagement

à long terme à faire en sorte que cette vision devienne une réalité – notamment en affectant une grande part de son appui civil de longue date à l'Afghanistan au financement de projets d'infrastructure de transport et de communication stratégiques, en particulier dans l'ouest du pays.

Les organisations et les mécanismes régionaux peuvent jouer un rôle crucial dans tous ces domaines et offrir une plateforme pour le renforcement des capacités régionales et l'instauration de la confiance mutuelle. À cet égard, nous saluons le rôle que joue le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale et appuyons les initiatives qu'il mène.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer la nécessité d'une approche globale pour la stabilisation et la prospérité de la région, en faisant le lien entre sécurité et développement.

La séance est levée à 14 h 5.